

2014-2016 PLAN DE REPONSE STRATEGIQUE

Mali



Crédit : FAO

Janvier 2015

Élaboré par l'Équipe humanitaire pays (EHP)

PÉRIODE:

Janvier – Décembre 2015



**377 millions de
dollars US
nécessaires**

100%

17,3 millions

population totale

15%

de la population totale

2,64 millions

estimation du nombre de
personnes en besoin d'aide
humanitaire

9%

de la population totale

1,55 millions

estimation du nombre de
personnes ciblées

RÉSUMÉ

Objectifs stratégiques

1. Recueillir les données sur les risques et les vulnérabilités, les analyser et intégrer les résultats dans la programmation humanitaire et de développement.
2. Soutenir les populations vulnérables à mieux faire face aux chocs en répondant aux signaux d'alerte de manière anticipée, réduisant la durée du relèvement post-crise et renforçant les capacités des acteurs nationaux
3. Fournir aux personnes en situation d'urgence une assistance coordonnée et intégrée, nécessaire à leur survie.

Mesures prioritaires

1. Améliorer l'accès aux services sociaux de base dans les domaines de la santé, éducation, nutrition et eau, hygiène et assainissement particulièrement dans les zones affectées par le conflit.
2. Renforcer les activités de protection des populations les plus vulnérables, dont notamment les personnes déplacées internes, les communautés hôtes, les retournés et les rapatriés et initier une stratégie pour le développement et la mise en œuvre de solutions durables
3. Répondre aux conséquences de la crise alimentaire et nutritionnelle via, notamment, des activités de prise en charge nutritionnelle, de l'assistance alimentaire et de l'appui à l'agriculture.

Financements demandés par cluster

Cluster	Fonds requis (\$)
ABRIS D'URGENCE ET BIENS NON-ALIMENTAIRES	14 834 049
EAU-HYGIENE-ASSAINISSEMENT	29 853 812
EDUCATION	31 576 054
NUTRITION	41 644 255
PROTECTION	77 339 192
RELEVEMENT ET RESILIENCE	24 496 704
SANTE	19 314 634
SECURITE ALIMENTAIRE	126 323 558
SERVICES COMMUNS ET COORDINATION	11 999 272
Total général	377 381 530

BESOINS HUMANITAIRES PRIORITAIRES

- 1 Accès aux services sociaux de base
- 2 Problèmes de protection découlant du conflit
- 3 Forte prévalence de la malnutrition et de l'insécurité alimentaire

SOMMAIRE

Résumé.....	1
Sommaire.....	2
Stratégie.....	3
Objectifs stratégiques et indicateurs.....	12
ABRIS ET ARTICLES NON-ALIMENTAIRES	17
COORDINATION ET SERVICES DE SOUTIEN	20
EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT	24
EDUCATION	28
NUTRITION	33
PROTECTION	38
RELEVEMENT ET RESILIENCE	44
SECURITE ALIMENTAIRE	55

STRATÉGIE

Personnes affectées et personnes ciblées

Estimée à environ 17.3 millions d'habitants en 2014, la population totale du Mali se répartit inégalement sur une superficie de 1.2 million Km carrés. Le sud qui correspond au tiers du pays en superficie regroupe environ 87% de la population totale, soit 15,8 millions de personnes. Les 3 régions septentrionales (Gao, Kidal et Tombouctou) comptent une population d'environ 2 millions d'habitants. Bien que la crise alimentaire ait concerné l'ensemble du Mali, les populations des régions du nord ont été plus affectées. De 2012 à maintenant, les conflits armés et l'occupation du nord du pays par des groupes armés ont contribué à détériorer davantage la situation dans les trois régions de Gao, Kidal et Tombouctou - ainsi que dans certains cercles de la région de Mopti (Douentza, Youwarou et Tenenkou). En effet, les événements survenus en mai 2014 à Kidal et dans une partie de la région de Gao ont eu pour conséquence l'occupation totale de Kidal et de certaines localités de Gao (Ménaka) encore sous contrôle des groupes armés non étatiques entraînant l'absence totale de l'administration dans ces localités, de nouveaux déplacements de populations et la résurgence des besoins humanitaires. En outre, ces événements ont occasionné la restriction de l'accès humanitaire. Par ailleurs, environ 230 000 personnes étaient toujours déplacées en octobre 2014 suite au conflit armé, soit une estimation de 86 000 PDIs et 143 500 réfugiés.

Les tableaux suivants (Figure 1 et 2) fournissent le nombre de personnes dans le besoin et ciblées tel qu'identifié par chaque cluster.

Figure 1 : Nombre de personnes dans le besoin

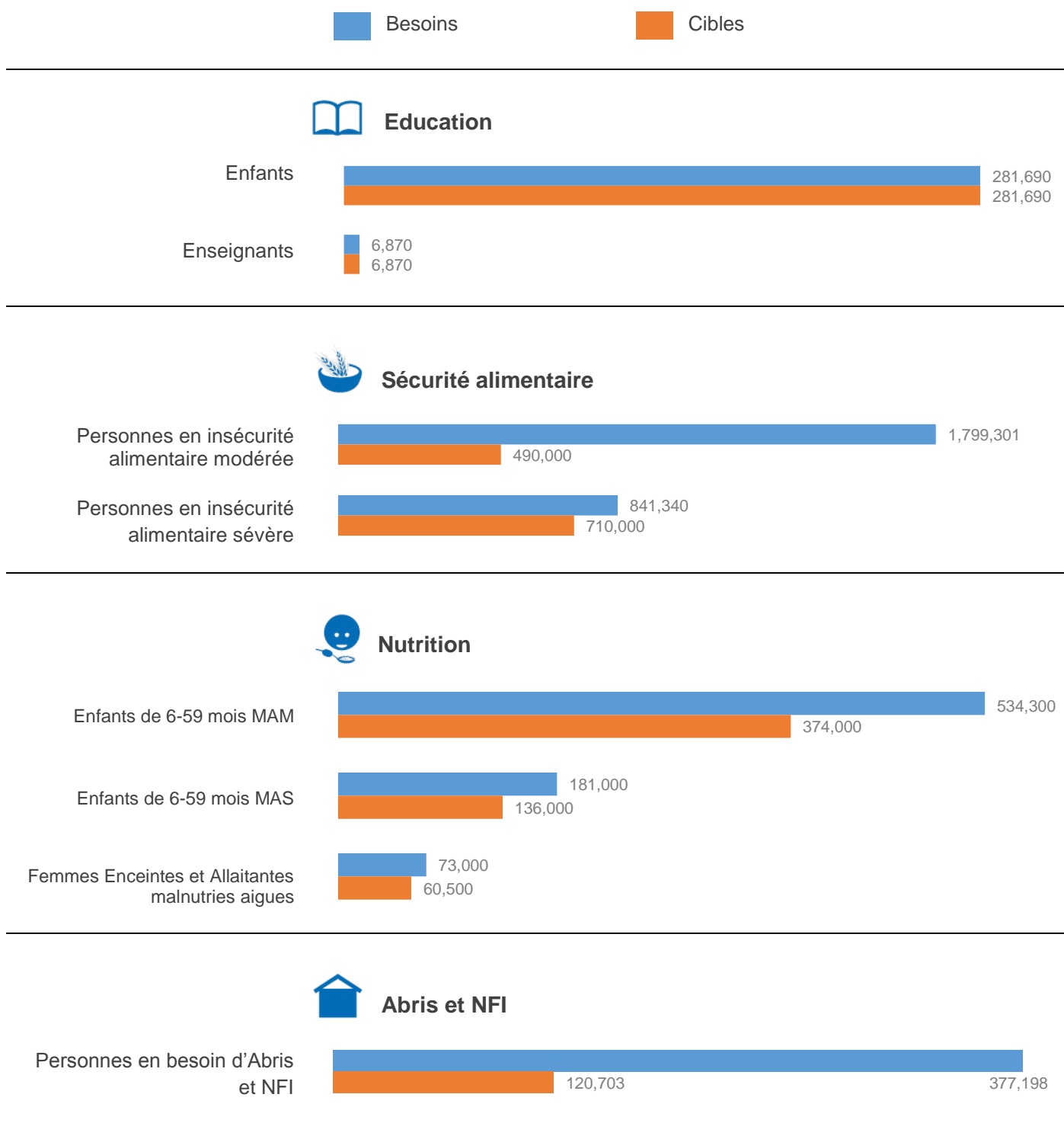
Catégorie	Femmes	Hommes	Enfants	TOTAL
(Education) Enfants	126 417	148 403	n/a	274 820
(Education) Enseignants	2 062	4 808	n/a	6 870
(Sécurité Alimentaire) Personnes en insécurité alimentaire modérée	935 636	863 665	n/a	1 799 301
(Sécurité Alimentaire) Personnes en insécurité alimentaire sévère	437 497	403 842	n/a	841 340
(Nutrition) Enfants de 6-59 mois Malnutris Aigus Sévères	n/a	n/a	181 000	181 000
(Nutrition) Enfants de 6-59 mois Malnutris Aigus Modérés	n/a	n/a	534 300	534 300
(Nutrition) Femmes Enceintes et Allaitantes Malnutries Aigües	73 000	n/a	n/a	73 000
(Abris/NFI) Personnes en besoin d'Abris et NFI	196 143	181 055	n/a	377 198
(WASH) Personnes en besoin d'assistance WASH	420 916	421 267	n/a	842 183
(Santé) Personnes en besoin d'assistance en Santé	351 835	338 037	n/a	689 872
(Protection) PDIs	44 334	41 692	47 663	86 026
(Protection) PDI retournés	n/a	n/a	n/a	371 144
(Protection) Familles hôtes des PDIs (individus)	n/a	n/a	n/a	55 000
(Protection) Réfugiés maliens rapatriés	17 784	17 174	n/a	34 958
(Protection) Population non déplacée au nord	156 000	157 000	n/a	313 000

Source : Aperçu des besoins humanitaires

Figure 2 : nombre de personnes ciblées

Catégorie	Femmes	Hommes	Enfants	TOTAL
(Education) Enfants	126 417	148 403	n/a	274 820
(Education) Enseignants	2 062	4 808	n/a	6 870
(Sécurité Alimentaire) Personnes en insécurité alimentaire modérée	-	-	-	490 000
(Sécurité Alimentaire) Personnes en insécurité alimentaire sévère	-	-	-	710 000
(Nutrition) Enfants de moins de 5 ans MAS	-	-	136 000	136 000
(Nutrition) Enfants de moins de 5 ans MAM	-	-	374 000	374 000
(Nutrition) Femmes Enceintes et Allaitantes Malnutries Aigues	60 500	-	-	60 500
(Abris/NFI) Personnes ciblées en Abris et NFI	-	-	-	120 703
(WASH) Personnes ciblées en assistance WASH	327 564	322 236	-	649 800
(Santé) Personnes ciblées en assistance Santé	-	-	-	665 900
(Protection) PDI	-	-	-	51 616
(Protection) PDI retournés				222 686
(Protection) Réfugiés maliens rapatriés	-	-	-	20 975
(Protection) Familles hôtes des PDI (individus)				33 000
(Protection) Population non déplacée au Nord				187 800

Figure 1 : nombre de personnes dans le besoin et ciblées



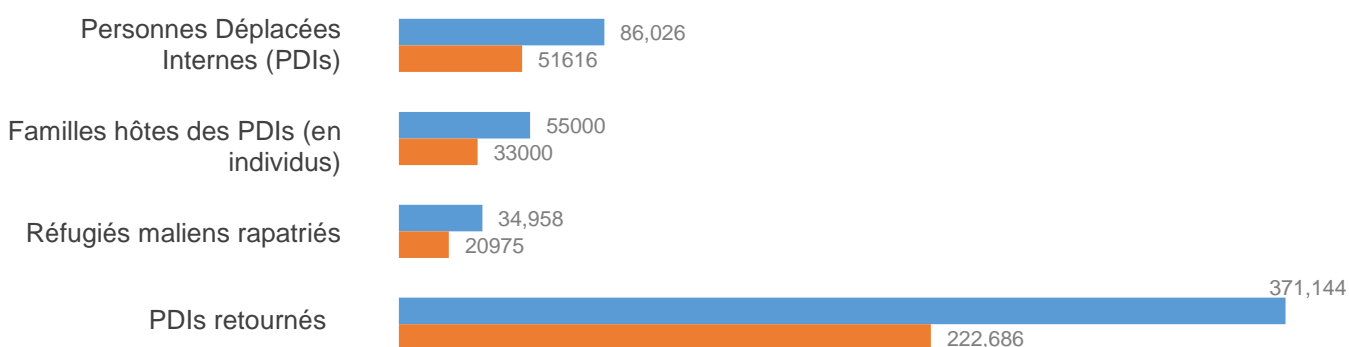
 **WASH**



 **Santé**



 **Protection**



Hypothèses de planification

Le scénario le plus probable envisagé en 2015 s'articule autour des événements clés attendus suivants :

- Signature d'un accord politique et restauration progressive de l'Autorité de l'État dans le Nord : L'autorité de l'État et les services techniques continuent leur redéploiement progressif au Nord avec davantage de capacités. La région de Kidal reste cependant problématique avec des troubles sociaux fréquents. En outre, l'amorce, depuis juillet 2014, des pourparlers inclusifs inter-maliens, constitue une évolution et fonde les espoirs dans l'avancement du processus de paix et de réconciliation entre le Gouvernement malien et les groupes armés. La signature probable d'un accord politique avec les groupes armés suite aux pourparlers d'Alger permettra de se diriger vers une transition progressive.
- Persistance d'une situation sécuritaire fragile, particulièrement au Nord et à certains postes frontaliers: la situation sécuritaire restera toutefois fragile avec la poursuite d'incidents sécuritaires dans le nord du pays – tirs de roquettes, banditisme, violences contre le personnel et les biens humanitaires.
- Poursuite des mouvements de retour des populations vers le Nord : Les mouvements de retours spontanés se poursuivront, avec une estimation de 32 000 PDIs qui retourneront et 34 000 réfugiés rapatriés en 2015.
- Persistance des vulnérabilités des populations : La persistance de l'insécurité alimentaire et une situation nutritionnelle préoccupante devraient prévaloir au Mali. Une baisse de la production agricole et des déficits fourragers dans certaines zones du Nord impliquant une période de soudure précoce sont à prévoir. La recrudescence d'épidémies et la prévalence de catastrophes naturelles auront également un impact sur la vulnérabilité des populations.

Le tableau suivant décline le scénario autour des événements clés, des conséquences humanitaires et des populations affectées par les dits événements :

Evénements	Conséquences humanitaires	Populations affectées
(Conflits) Persistance d'une situation sécuritaire volatile	<ul style="list-style-type: none"> • Mouvement de population • Perte en vies humaines et violation des droits humains • Pression sur les ressources limitées des communautés hôtes • Ciblage d'acteurs humanitaires • Accès limité à certaines zones • Destruction de biens et de récoltes • Dysfonctionnement des marchés et pertes de moyens de subsistance des ménages • Perturbation des services sociaux de base (écoles, centres de santé,...) 	<p>Les populations civiles du Nord, surtout les femmes et les enfants</p> <p>Les communautés hôtes dans toutes les régions</p>
(Conflits) Retour des Personnes Déplacées Internes et des Réfugiés	<ul style="list-style-type: none"> • Tensions inter et intracommunautaires • Pression sur les services sociaux de base 	<p>Populations civiles</p>
(Malnutrition) : Persistance de la crise nutritionnelle	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de la vulnérabilité des populations (mortalité et morbidité) • Augmentation du nombre de cas de Malnutrition aigue 	<p>181 000 cas d'enfants de 6-59 mois attendus en Malnutrition Aigüe Sévère</p> <p>534 300 cas d'enfants de 6-59 mois attendus en Malnutrition Aigüe Modérée</p> <p>73 000 cas de Femmes Enceintes et allaitantes attendus en Malnutrition Aiguë</p>
(Insécurité alimentaire) Persistance de l'insécurité alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de la vulnérabilité des populations • Malnutrition • Moyens d'existence affaiblis et besoins en assistance alimentaire • Recours à des stratégies de survie négative (produits de disette,...) • Déplacement de populations • Déscolarisation 	<p>1,8 millions de personnes en insécurité alimentaire modérée (phase 2 du Cadre Harmonisé)</p> <p>841 340 personnes en insécurité alimentaire sévère (phase 3 à 5 du Cadre harmonisé) selon les estimations du cluster</p>
(Epidémies)	<ul style="list-style-type: none"> • Choléra, rougeole, poliomyélite, paludisme, ver de Guinée • Epidémie d'Ebola. Fin de l'épidémie d'Ebola déclarée au 18 janvier, mais risques très importants de nouvelle éclosion de l'épidémie due à la proximité notamment avec la Guinée où l'épidémie sévit encore 	<p>3 000 000 enfants de moins de 5 ans à risque de rougeole</p> <p>2 000 000 personnes à risque de Paludisme</p> <p>500 000 personnes à risque pour le ver Guinée</p> <p>Environ 3 000 000 personnes à risque de choléra</p>

<p>(Catastrophes naturelles)</p> <p>Inondations /de Mai à Octobre</p> <p>Sécheresse</p> <p>Invasion acridienne / de Mai à Octobre</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Pertes en vies humaines • Déplacement de populations • Dégradation des services sociaux de base • Destruction de récoltes, perte de bétails • Risques d'épidémies et maladies d'origine hydrique • Déficit de production agricole • Malnutrition • Diminution des moyens d'existence 	<p>(Inondations) : 60 000 personnes (i.e. nombre de cas le plus élevé les 5 dernières années)</p> <p>(Sécheresse et Invasion acridienne) : environ 3 millions de personnes</p>
---	---	--

Portée de la stratégie

La stratégie couvre tout le territoire malien de 2015 à 2016 mais les chiffres relatifs aux besoins, aux cibles et aux demandes financières couvrent seulement 2015 et seront revus annuellement (et/ou à mi-parcours). Une attention particulière sera apportée aux zones de retours, aux régions septentrionales impactées par la crise de 2012-2013 (Mopti, Gao, Tombouctou et Kidal), aux zones de prévalence de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition (régions Nord et bande du Sahel occidental des régions du Sud) ainsi qu'aux populations déplacées et aux communautés hôtes.

Le plan de réponse stratégique se concentre sur les activités humanitaires et de relèvement précoce. La stratégie sera revue à mi-parcours, permettant ainsi, si nécessaire, un réajustement de sa portée.

Les priorités humanitaires identifiées au niveau régional (Sahel) et national (Mali) sont les suivantes:

- Répondre aux conséquences humanitaires dues à l'insécurité alimentaire;
- Répondre aux conséquences humanitaires dues à la malnutrition;
- Répondre aux conséquences humanitaires dues aux conflits (besoins de protection : PDIs, réfugiés rapatriés, retournés et populations hôtes.);
- Répondre aux conséquences humanitaires dues aux épidémies (choléra, paludisme, etc.);
- Répondre aux conséquences humanitaires dues aux catastrophes naturelles (inondations, etc.).

Au Mali, comme dans le reste du Sahel, la priorité reste la réponse à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition, la préparation et réponse aux épidémies et catastrophes ainsi qu'aux potentiels risques et besoins de protection des populations affectées. Ces priorités sont d'autant plus accentuées dans le contexte malien où la crise politique, sécuritaire et institutionnelle de ces trois dernières années a fortement accentué la vulnérabilité des populations déjà fragilisées par les précédentes crises alimentaires.

Le Plan de Réponse Stratégique Mali prendra en compte les cinq priorités mentionnées ci-dessus dans l'ensemble des réponses sectorielles afin de maximiser la réponse à apporter.

Fondements de la stratégie

Le Plan de Réponse Stratégique (SRP) Mali fait partie intégrante du Plan de Réponse Régional Sahel qui a identifié les objectifs stratégiques suivants :

1. Recueillir les données sur les risques et les vulnérabilités, les analyser et intégrer les résultats dans la programmation humanitaire et de développement ;
2. Soutenir les populations vulnérables à mieux faire face aux chocs en répondant aux signaux d'alerte de manière anticipée, réduisant la durée du relèvement post-crise et renforçant les capacités des acteurs nationaux;
3. Fournir aux personnes en situation d'urgence une assistance coordonnée et intégrée, nécessaire à leur survie.

Dans le cadre de ces objectifs et au regard des besoins prioritaires identifiés (i.e. accès aux services de base, protection et malnutrition et insécurité alimentaire), le Plan de Réponse Stratégique Mali se propose de:

1. Apporter une assistance humanitaire aux personnes les plus vulnérables dans le nord du Mali (résidentes, retournées, déplacées et rapatriées);
2. Renforcer l'accès des populations résidentes, retournées et relocalisées aux services de base (éducation, santé, nutrition et eau, hygiène et assainissement), à la protection, ainsi qu'aux infrastructures de base et services étatiques;
3. Renforcer les moyens de subsistances et la capacité de résilience des populations résidentes, retournées et rapatriées.

Le SRP 2015 prend davantage ancrage sur une approche permettant de répondre aux causes structurelles de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition en privilégiant une synergie plus forte avec les partenaires du développement, en clarifiant le rôle des humanitaires dans la résilience et en s'appuyant sur une réponse plus robuste du Gouvernement dans la réponse humanitaire et la résilience, notamment dans les domaines de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. De plus, la maladie à Virus Ebola qui sévit au Mali depuis le dernier trimestre 2014 est un défi majeur qui est pris en compte dans le SRP en termes d'impact que cela pose sur la capacité des services sociaux de base, principalement ceux de la santé et dans le domaine de la riposte aux épidémies de manière large¹.

La présente stratégie sera revue en 2015 à la lumière notamment des déclinaisons des Accords de Paix d'Alger et des nouvelles tendances en termes d'insécurité alimentaire.

De quelle manière la stratégie va-t-elle être mise en œuvre ?

Ce plan de réponse vise à améliorer les conditions de vie des populations en insécurité alimentaire et en besoin de protection et à assurer un retour durable des populations déplacées internes et réfugiées dans des conditions optimales tout en soutenant les communautés hôtes et les populations non déplacées. Afin d'appuyer la société malienne dans sa capacité à répondre aux crises chroniques, l'accent sera mis sur la résilience. Des projets de formation des acteurs locaux, de mobilisation communautaire et de relèvement précoce seront mis en œuvre en sus des activités humanitaires et de première urgence.

Afin de garantir une synergie entre les actions humanitaires et de développement, des échanges et discussions seront organisés en 2015 entre les clusters et les Partenaires Techniques et Financiers (PTF), ces derniers étant un pilier de la coordination des acteurs de développement au Mali. L'objectif sera de garantir une meilleure complémentarité entre les sphères de l'humanitaire et du développement.

De quelle manière cette stratégie complète-t-elle les plans à plus long terme ?

Le SRP intervient en complément aux plans à plus long terme mis en œuvre au Mali. On peut notamment citer les plans suivants :

- **Le Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR)** élaboré de façon participative (large concertation entre l'administration, les élus locaux, la société civile, le secteur privé et les PTF du Mali) a été adopté en Conseil des Ministres le 28 décembre 2011, soit juste avant le déclenchement des crises. Il porte sur la période 2012-2017. Il constitue la référence du Mali en matière de formulation et de mise en œuvre des politiques économiques et sociales et son objectif global est "d'accélérer la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) à travers un développement inclusif basé sur la réduction de la pauvreté et des inégalités".
- Sous la "Transition" puis la Présidence issue des élections d'août 2013, cette stratégie a été complétée par d'autres documents (**Plan pour la Relance Durable du Mali, PRED 2013-2014**) et le **Plan d'Action**

¹ Les besoins et réponses spécifiques liés à Ebola font partie intégrante du plan régional mis en œuvre par UNMEER et ne seront donc pas intégrés dans le SRP

² Incluant les cluster leads et co-leads à savoir OCHA, WFP, FAO, UNFPA, UNICEF, UNHCR, WHO, UNDP, IOM, Save the Children ²

Gouvernemental (PAG) pour la période 2013-2018. Ces deux documents qui constituent en fait des plans d'actions déclinant les axes du CSCRP prennent en compte de nouveaux défis apparus pendant les crises. **Le Plan de Relance Durable du Mali (PRED)** a servi de support à la Conférence de Bruxelles « Ensemble pour le Renouveau du Mali » du 15 mai 2013. Il s'inscrit dans le cadre de la Feuille de Route pour la Transition du 29 janvier 2013 et a couvert la période 2013-2014, avec un accent placé sur la restauration des infrastructures au Nord, la réponse à l'insécurité alimentaire et l'amélioration de la qualité des services de l'administration. **Le Programme d'Actions du Gouvernement (PAG)** couvre six (6) axes d'intervention prioritaires pour la période 2013-2018 qui ont été confirmés dans la Déclaration de Politique Générale du Gouvernement adoptée par l'Assemblée Nationale en séance plénière le 7 mai 2014 : la mise en place d'institutions fortes et crédibles, la restauration de la sécurité des personnes et des biens sur l'ensemble du territoire national, la mise en œuvre d'une politique active de réconciliation nationale, la reconstruction de l'école malienne, la construction d'une économie émergente, la mise en œuvre d'une politique active de développement social.

- Le Plan de Développement Accéléré des Régions du Nord (PDA/RN) fait suite au Plan pour la Relance Durable du Mali (PRED) et vise à assurer son opérationnalisation dans la partie nord du pays. Il est conforme aux axes du cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté (CSCRP) 2012-2017. L'objectif du PDA/RN est de consolider la paix et la sécurité à travers le développement socioéconomique des régions affectées par la crise via notamment le retour de l'administration au Nord, la sécurité et la cohésion sociale.
- Le Plan cadre *intégré* des Nations Unies pour l'Aide au Développement (UNDAF+), couvre la période 2015 – 2019 et constitue la base de référence pour les interventions des Nations Unies composées au Mali de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) des Fonds, des Programmes et des Institutions Spécialisés des Nations Unies.
- Le Plan National de Réponse aux difficultés alimentaires : Le Plan National de Réponse aux difficultés alimentaires est élaboré sur la base de l'évaluation de la sécurité alimentaire effectuée par le Système d'Alerte Précoce. Il est géré par le Commissariat à la Sécurité Alimentaire et consiste à la mise en œuvre d'activités afin de lutter contre l'insécurité alimentaire. Les principales activités qui constituent le PNR sont la reconstitution du Stock National de Sécurité (SNS) équivalent à 35 000 tonnes de céréales, du stock d'intervention (SIE) de 25 000 t de riz local, de ventes d'intervention de l'OPAM ainsi que des activités multisectorielles et de résilience (nutrition, agriculture, élevage, santé etc.).
- Dans le domaine de l'éducation, le secteur est dans la période charnière de l'élaboration de la deuxième génération du plan décennal de l'Éducation. Le Cluster Éducation dans sa stratégie 2015 contribuera à une analyse des risques et vulnérabilités liés aux conflits et catastrophes naturelles d'une part et d'autre part à l'évaluation de l'impact de l'alimentation scolaire sur la scolarisation des enfants. Il contribuera aussi à mettre en place au sein du MEN une unité de coordination de l'éducation en situation d'urgence. Les résultats de ces deux études et le fonctionnement de l'unité de l'éducation en situation d'urgence contribueront à la prise en compte des questions liées à l'urgence, la sensibilité au conflit et la réduction des risques de catastrophes dans le nouveau plan sectoriel de l'éducation au Mali.
- **Plan Décennal de Développement Sanitaire et Social (PDDSS) 2014-2023**

Ce nouveau **PDDSS** au titre de la période de **2013 à 2022** a pour but de corriger les insuffisances constatées dans la mise en œuvre du précédent PDDSS. Il est l'instrument de mise en œuvre de la Politique Nationale de Santé consacrée par la Loi n°02 -049 du 22 juillet 2002, portant Loi d'Orientation sur la santé. A partir des acquis et des leçons apprises du précédent PDDSS, le nouveau plan est organisé autour des orientations stratégiques ainsi que les interventions prioritaires pour la matérialisation de la vision du gouvernement pour les dix prochaines années. On peut citer entre autres, la poursuite de la mise en œuvre de la gouvernance, la décentralisation et le renforcement du partenariat public privé.

L'élaboration de ce plan s'appuie d'une part sur les orientations du cadre unique de référence des politiques et stratégies de développement national et le CSCRP 2012-2017 d'autre part.

- Ce Plan est le fruit d'un processus participatif et itératif qui a impliqué tous les acteurs et actrices clés du domaine (les responsables nationaux et régionaux des départements de la Santé, du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes âgées, de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, la Société Civile, les membres des groupes thématique du PRODESS, le secteur privé, les partenaires techniques et financiers).

Le Plan Décennal de Développement Sanitaire et Social sera mis en œuvre à travers des PRODESS quinquennaux élaborés à partir des plans de Développement sanitaire des Cercles (PDSC) qui constitueront la priorité des priorités dans le processus de planification décentralisée. Ainsi le district de santé reprendra toute sa place dans le développement socio-sanitaire. Son objectif est de contribuer à l'atteinte des objectifs du document de stratégie de réduction de la pauvreté et des OMD.

Le présent PDSS est désormais, le document de référence nationale pour toutes les interventions dans le secteur de la santé, du développement social et de la promotion de la famille. Dans le domaine de la santé, la loi d'orientation en cours sera révisée pour formaliser les nouvelles orientations de développement du secteur de la santé.

- Dans le domaine de l'Eau, l'Hygiène et l'Assainissement, il existe deux programmes nationaux à savoir le Programme de Développement Accéléré des Région du Nord (PDA-RN) et le Programme Sectoriel Eau et Assainissement (PROSEA). Les activités du cluster dans le cadre du SRP 2015 compléteront de manière cohérente les actions et activités de ces programmes nationaux.
- Au niveau du **Secteur de la Protection**, il existe les politiques et plan d'action nationaux suivants : la **Politique Nationale Genre** adoptée en 2011 avec un Plan d'Action intégré ; le **Plan d'Action National de Lutte Contre la Prolifération des Armes Légères et de Petit Calibre** au Mali- 2014-2018 ; et la **Politique Nationale de Promotion et de Protection de l'Enfant au Mali** avec son Plan d'Action adoptée en juillet 2014. Cette dernière comporte un chapitre sur la Protection de l'Enfant en situation d'urgence et constitue le 5ème axe d'intervention prioritaire du Plan d'Action et touche notamment à la prévention et la prise en charge des enfants affectés par les conflits armés, le renforcement des capacités des acteurs en matière de protection en situation d'urgence ainsi que l'intégration de l'urgence dans les différentes activités de planification. Par ailleurs, il existe le **Programme d'actions du Gouvernement 2013 – 2018 (PAG)** qui promeut :
 - La mise en place d'institutions fortes et crédibles (Axe prioritaire 1): la lutte contre la corruption et l'impunité, la refondation des administrations publiques, la réhabilitation de l'institution judiciaire, l'approfondissement de la décentralisation, l'approfondissement des instruments de la démocratie participative, etc. Ainsi, s'agissant de la justice, sa réhabilitation vise à consolider la démocratie en restaurant la confiance des maliens en leur système judiciaire et en garantissant la sécurité des investissements privés nationaux et étrangers. Les mesures à mettre en œuvre porteront entre autres sur la mise en place d'un programme de formation continue des magistrats, l'introduction des TIC dans le fonctionnement de la justice (transparence et accès), le renforcement des organisations de la société civile (OSC) spécialisées dans l'assistance juridique aux citoyens, la publication des décisions de justice, l'accroissement du nombre de tribunaux du commerce et de tribunaux du travail, le renforcement des sanctions contre les magistrats convaincus de corruption et de prévarication et le renforcement des corps de contrôle de la magistrature.
 - La Mise en œuvre d'une politique active de réconciliation nationale (Axe prioritaire 3): Cet axe prioritaire vise essentiellement deux objectifs : reconstruire les fondations de la réconciliation nationale et apporter une solution définitive aux problèmes du Nord. Ainsi, pour la mise en œuvre de cette politique, des mesures ont été déjà retenues à savoir :
 - la mise en place d'une Commission Vérité, Justice et Réconciliation, au sein de laquelle toutes les communautés du Nord seront équitablement représentées ;
 - la mise en œuvre de la Justice transitionnelle (nationale et internationale) ;
 - le renforcement de la cohésion sociale entre toutes les composantes de la société ;

- le redéploiement du personnel judiciaire ;

Questions transversales

La communauté humanitaire au Mali porte une attention toute particulière sur les thématiques transversales de genre, de résilience et d'environnement.

- **Genre** : les projets et activités du Plan de Réponse Stratégique Mali tacheront de prendre en compte les besoins différenciés des femmes, des filles, des garçons et des hommes de tous âges et/ou à contribuer au renforcement de l'égalité des sexes.
- **Résilience** : Dans le contexte malien actuel, la priorité des activités de la communauté humanitaire sera de renforcer la capacité des communautés maliennes à faire face aux chocs à travers des actions ciblées de réduction de la vulnérabilité, de préparation et de réponse aux chocs. Cette priorité commune se traduira aussi par des activités de formation des acteurs locaux.
- **Environnement** : Les questions environnementales sont prises en compte dans la réponse des clusters. L'utilisation appropriée des ressources naturelles, l'impact minimisé sur l'environnement sont autant de critères qui seront pris en compte dans l'élaboration des projets.

Suivi de l'intervention

Un plan de suivi régional sera mis en œuvre afin de mesurer la performance de la communauté humanitaire dans l'atteinte des objectifs stratégiques. Chaque coordinateur de cluster sera en charge du suivi de ses indicateurs d'activités et de performance.

OBJECTIFS STRATÉGIQUES ET INDICATEURS

OBJECTIF STRATÉGIQUE N°1 : Recueillir les données sur les risques et les vulnérabilités, les analyser et intégrer les résultats dans la programmation humanitaire et de développement.

Indicateur :

Les mécanismes d'alerte précoce mis en place pour toutes les priorités humanitaires (sécurité alimentaire, malnutrition, épidémies, l'impact des conflits)

	Référence	Fin-2014	2015	2016	Responsabilité et méthode de suivi
Sécurité alimentaire (Cadre Harmonisé)	Oui	Oui	Oui	Oui	<u>Sécurité Alimentaire/ Cadre Harmonisé</u> : Collecte des données faites auprès du SAP, PAM, FAO, Ministère de l'Agriculture, Ministère des Affaires Humanitaires, Ministère du Développement Rural, chargé de l'Elevage, de la Pêche et de la Sécurité Alimentaire;. Responsabilité : Cluster Sécurité Alimentaire
Malnutrition	Oui	Oui	Oui	Oui	<u>Malnutrition</u> : Collecte des données hebdomadaires et mensuelles faites auprès et par les partenaires du cluster nutrition, UNICEF, PAM, OMS, Ministère

					de la Santé et de l'Hygiène Publique ; Ministère de la Promotion de la Femme, de la Famille et de l'enfant, Ministère des Affaires Humanitaires Responsabilité : Ministère de la Santé avec le soutien du Cluster Nutrition et l'UNICEF
Epidémies	Oui	Oui	Oui	Oui	<u>Epidémies</u> : Collecte des données faite au niveau de Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique, OMS, UNICEF, cluster santé, cluster EHA Responsabilité : Cluster Santé
Inondations	Oui	Oui	Oui	Oui	<u>Inondations</u> : UNICEF, OIM, Protection Civile. Ministère des Affaires Humanitaires Responsabilité : Cluster EHA
Invasion acridienne	Oui	Oui	Oui	Oui	<u>Invasion Acridienne</u> : FAO, cluster Sécurité Alimentaire, Ministère de l'Agriculture, Ministère du Développement Rural, chargé de l'Elevage, de la Pêche et de la Sécurité Alimentaire;. Responsabilité : Cluster Sécurité Alimentaire
Commission mouvement de population	Oui	Oui	Oui	Oui	<u>Commission Mouvement de Population</u> : IOM, DNDS, UNHCR, Commission de Mouvement de Population Responsabilité : Commission de Mouvement de Population

Indicateur :

Disponibilité de séries de données sur les vulnérabilités dans tous les pays du Sahel

	Référence	Fin-2014	2015	2016	Responsabilité et méthode de suivi
Sécurité alimentaire (Cadre Harmonisé)	Oui	Oui	Oui	Oui	
Malnutrition	Oui	Oui	Oui	Oui	Collecte des données par chaque cluster/secteur.
Epidémies	Oui	Oui	Oui	Oui	Responsabilité : Clusters/ secteurs suivants: Abris et articles non alimentaires ; Eau, Hygiène et Assainissement ; Education ; Nutrition ; Protection ; Relèvement et résilience ; Santé et Sécurité Alimentaire
Inondations	Oui	Oui	Oui	Oui	
Invasion acridienne	Oui	Oui	Oui	Oui	

Mouvement de populations	Oui	Oui	Oui	Oui	
Indicateur :					

Analyse des vulnérabilités intégrée dans les PNUAD, BCP et SRP des pays

	Référence	Fin-2014	2015	2016	Responsabilité et méthode de suivi
UNDAF (United Nations Development Action Framework)	Non	Oui	Oui	Oui	UNCT
CCA (Common Country Assessment)	Non	Non	Oui	Oui	UNCT
SRP (Strategic Response Plan)	Oui	Oui	Oui	Oui	OCHA et les Clusters

Indicateur :

L'investissement agricole cible les ménages vulnérables et marginalisés

	Référence	Fin-2014	2015	2016	Responsabilité et méthode de suivi
	Non	Non	Non	Non	

OBJECTIF STRATÉGIQUE N°2 : Soutenir les populations vulnérables à mieux faire face aux chocs en répondant aux signaux d'alerte de manière anticipée, réduisant la durée du relèvement post-crise et renforçant les capacités des acteurs nationaux

Indicateur :

La capacité d'adaptation des ménages affectés est améliorée

	Référence	Fin-2014	2015	2016	Responsabilité et méthode de suivi
Index de stratégies d'adaptation (CSI)	Non	Oui	Oui	Oui	Cet indicateur mesure la capacité d'adaptation et de relèvement des ménages. Indicateur à déterminer courant 2014 selon la mise en place d'un système d'évaluation et de surveillance dans le SAP. Responsabilité : Cluster Sécurité Alimentaire

Indicateur :

Développement et mise en œuvre de politiques et programmes nationaux de protection sociale

	Référence	Fin-2014	2015	2016	Responsabilité et méthode de suivi
AGIR	Non	Oui	Oui	Oui	Mise en place courant 2014 Responsabilité : FAO, Cluster Sécurité Alimentaire
Indicateur :					

Une stabilisation ou amélioration de la classification du Cadre Harmonisé dans les zones de subsistance, sur deux saisons, suite à une assistance humanitaire continue

	Référence	Fin-2014	2015	2016	Responsabilité et méthode de suivi
CH Phase 5 => CH Phase 4	0	0	0	n/a	
CH Phase 4 => CH Phase 3	0	0	0	n/a	Nombre des cercles du Mali dans les différentes phases d'inécurité alimentaire. Suivi réalisé via le Cadre Harmonisé.
CH Phase 3 => CH Phase 2	13	12	14	n/a	Responsabilité : cluster Sécurité Alimentaire
CH Phase 2 => CH Phase 1	11	37	35	n/a	
Indicateur :					

La capacité d'adaptation des ménages affectés est améliorée

	Référence	Fin-2014	2015	2016	Responsabilité et méthode de suivi
Un mécanisme de déclenchement de l'action précoce développé et opérationnel pour les situations d'urgence	Non	Oui	Oui	Oui	Mise en place d'un mécanisme de réponse rapide (EHP). Différents mécanismes de réponses existent également au niveau sectoriel Responsabilité : OCHA

OBJECTIF STRATÉGIQUE N°3 : Fournir aux personnes en situation d'urgence une assistance coordonnée et intégrée, nécessaire à leur survie.

Indicateur :

Réduction de l'écart entre les taux de financement des clusters

	Référence	Fin-2014	2015	2016	Responsabilité et méthode de suivi
FTS, SRP	83 points	-20% (66)	-20% (53)	-20% (42)	Calcul de la variation de l'écart entre le secteur le plus financé et le secteur moins financé. Responsabilité: OCHA

Indicateur :

Nombre de personnes en phase 3 et 4 du Cadre Harmonisé

	Référence	Fin-2014	2015	2016	Responsabilité et méthode de suivi
Cadre Harmonisé	812 236	731 012	657 911	592 120	Cette tendance est possible si les facteurs suivants sont réunis : - Stabilisation du contexte sécuritaire et politique - Pas de sécheresse, attaque acridienne ou autres ravageurs Responsabilité : Cluster Sécurité Alimentaire

Indicateur :

Nombre d'enfants déchargés guéris des programmes de prise en charge de la MAS

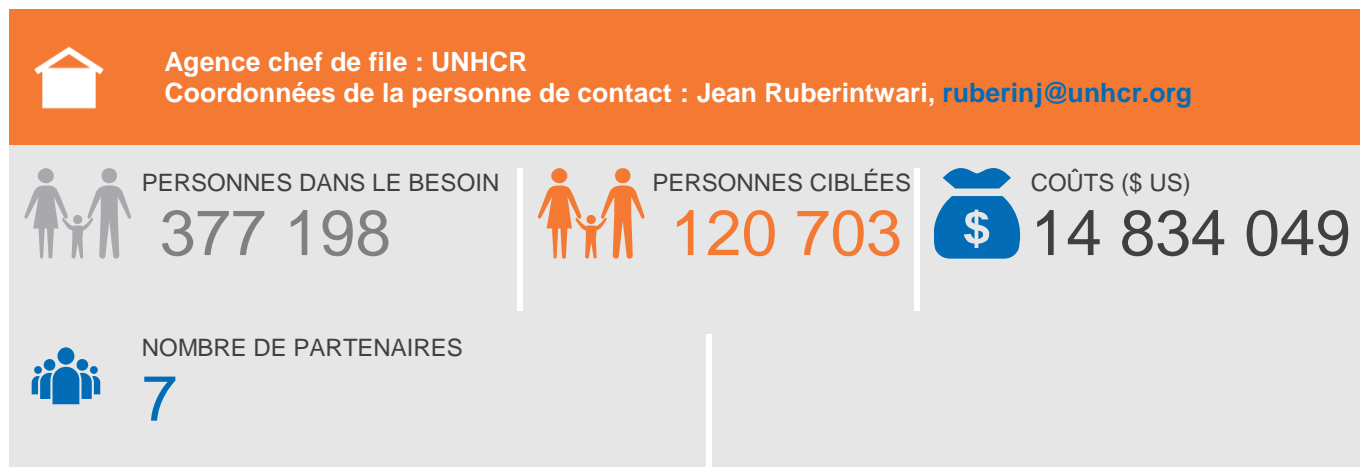
	Référence	Fin-2014	2015	2016	Responsabilité et méthode de suivi
	89%	89%	89%	89%	Données collectées auprès des partenaires du Cluster Nutrition, Ministère de la santé. Responsabilité : Cluster Nutrition

Indicateur :

Nombre de personnes vulnérables affectées (enfants, femmes, hommes) ayant reçu à temps un paquet minimum WASH fonctionnel adapté à leur(s) vulnérabilité(s) (le paquet minimum est constitué WASH d'accès à l'eau potable source permanente et promotion bonnes pratiques d'hygiène et assainissement vu la priorité en terme de besoin est focalisée sur l'accès à l'eau potable)

	Référence	Fin-2014	2015	2016	Responsabilité et méthode de suivi
		430 000	1 500 000	2 000 000	Responsabilité: Cluster EHA

ABRIS ET ARTICLES NON-ALIMENTAIRES



La stratégie du cluster Abris/NFI dans l'octroi de l'assistance humanitaire est basée sur l'orientation stratégique de l'équipe humanitaire pays (EHP). L'assistance sera octroyée sur la vulnérabilité du bénéficiaire et non sur base de son statut d'ancien réfugié ou d'ancien déplacé.

Une attention particulière sera accordée aux familles vivant avec une vulnérabilité spécifique, en particulier les handicapés, les femmes enceintes, les femmes chefs de ménage, les enfants non accompagnés etc.

En vue de favoriser et d'encourager la cohésion sociale ; l'approche participative sera mise en avant dans l'exécution des projets de réhabilitation de maisons, cela impliquera les familles restées sur place pendant l'occupation aux côtés des familles retournées après la crise.

Des kits abris constitués de matériaux et outils de construction d'usage courant au nord, seront distribués aux populations sédentaires organisées en groupes d'entraide pour reconstruire les maisons. Les plus vulnérables seront totalement assistés dans la réhabilitation de leurs maisons, tandis que pour les autres bénéficiaires moins vulnérables, la main d'œuvre ne leur sera octroyée que pour des travaux demandant une grande technicité comme la pose de la toiture.

La population nomade quant à elle, recevra un Kit comprenant une tente et les outils de fixation.

En plus de l'habitat, la crise a eu un impact sur les articles ménagers d'usage domestique, les populations retournées et celles qui sont restées dans la zone de conflit, ont vu leur degré de vulnérabilité accroître, elles se retrouvent dans l'incapacité de reconstruire leurs maisons et reconstituer les biens ménagers volés ou vieilliss. Avec le mouvement important de retour, les besoins humanitaires en abris sont plus importants pour les populations retournées, tandis que les besoins en biens non alimentaires sont les mêmes tant pour les populations retournées que pour les populations non déplacées.

Au cours de l'année 2015, le cluster ciblera plus de 120.000 personnes qui vont recevoir une assistance en biens non alimentaires, et environ 13.000 personnes vont recevoir une assistance pour l'accès à l'abri.

Indicateurs de performance du cluster

Indicateurs communs pour le Sahel		Cible 2015
Indicateurs du pays		
1.	# de régions évaluées pour déterminer les besoins en abris/NFI	3
2.	# d'habitations réhabilitées/construites pour les vulnérables	2 152
3.	# de ménages recevant les kits abris	3 000
4.	# de personnes ayant reçu une assistance en biens non alimentaires	120 703

OBJECTIF STRATÉGIQUE N°1 : Recueillir les données sur les risques et les vulnérabilités, les analyser et intégrer les résultats dans la programmation humanitaire et de développement.

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Evaluation des besoins en abris, et en non vivre des ménages vivant dans les zones à fort potentiel d'inondation.	Bamako, Gao, Kayes, Kidal, Segou, Sikasso, Tombouctou	# de sites inondables évalués	7
Evaluation des besoins en réhabilitation des abris des retournés et non déplacés vulnérables, vivants dans les zones de retour	Gao, Kidal, Mopti, Tombouctou	# de régions évaluées pour déterminer les besoins en abris/NFI	4
Reconnaissance avec le Ministère à la solidarité (MSAHRN) des zones de relocalisation des populations se trouvant dans les zones potentiellement inondables.	Bamako, Kayes, Koulikoro, Mopti, Segou	# de zones de relocalisation visitées pour se préparer aux inondations	5

OBJECTIF STRATÉGIQUE N°2 : Soutenir les populations vulnérables à mieux faire face aux chocs en répondant aux signaux d'alerte de manière anticipée, réduisant la durée du relèvement post-crise et renforçant les capacités des acteurs nationaux.

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Distribution de kit abris en faveur des populations vulnérable vivant dans les zones de retour	Gao, Kidal, Mopti, Tombouctou	Nombre de ménages recevant les kits abris pour réhabiliter leurs abris	3000
Pré-positionnement de stocks de contingence abris & non vivres dans les régions avec des zones à risque d'inondation	Bamako, Gao, Kayes, Koulikoro, Mopti, Segou, Sikasso	# de région disposant d'un stock de contingence abris et non vivre	7

OBJECTIF STRATÉGIQUE N°3 : Fournir aux personnes en situation d'urgence une assistance coordonnée et intégrée, nécessaire à leur survie.

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Appui monétaire ponctuel aux ménages vulnérables victimes des inondations, pour la location des maisons	Bamako, Gao, Kayes, Koulikoro, Segou, Sikasso	# de ménages recevant l'appui monétaire	2500
Construction/réhabilitation des habitations pour les personnes vulnérables vivant dans les zones de retour et dont les maisons sont dégradées, priorité donnée aux femmes cheffes de ménages	Gao, Kidal, Mopti, Tombouctou	Nombre d'habitations réhabilitées ou construites pour les populations vulnérables	2151
Continuer l'appui monétaire aux PDI pour la prise en charge des frais de location	Bamako, Mopti, Segou	# de familles assistées en cash pour la location de maison	500
Distribution de tentes pour les familles affectées par les inondations.	Bamako, Gao, Kayes, Koulikoro, Mopti, Segou, Sikasso	Nombre de famille recevant une tente familiale.	2600
Distribution de tentes pour les nomades et autres populations vulnérables ayant des maisons détruites vivant dans les zones de retour	Gao, Kidal, Mopti, Tombouctou	Nombre de tentes distribuées	1000
Distribution unique de biens non alimentaires pour les populations vulnérables vivant dans les zones de retour	Gao, Kidal, Mopti, Tombouctou	# de ménages ayant reçu l'assistant en NFI	20110
Distribution unique des biens non alimentaires pour les ménages victimes des inondations	Bamako, Gao, Kayes, Koulikoro, Mopti, Segou, Sikasso	# de ménages vulnérable victime des inondations recevant les NFI	7500

COORDINATION ET SERVICES DE SOUTIEN



Agence chef de file : OCHA

Coordonnées de la personne de contact : Ute Kollies, kollies@un.org

NOMBRE DE PARTENAIRES

10²

COÛTS (\$ US)

11 999 272

La fonction clé de la coordination est de soutenir le Coordonnateur Humanitaire, l'équipe humanitaire de pays et les clusters dans la coordination de la réponse humanitaire. Pour ce faire, des structures de coordination humanitaire ont été mises en place, d'abord à Bamako puis dans d'autres régions du pays notamment au nord du Mali.

La coordination de l'action humanitaire se fait via une analyse des besoins concertées et une réponse stratégique coordonnée, la coordination des acteurs humanitaires, la dissémination de l'information, la mobilisation des ressources et le suivi sur les questions d'accès et de coordination civil-militaire. Des actions de plaidoyer sont également mises en place afin de s'assurer que l'assistance humanitaire aux populations les plus vulnérables se fasse dans le respect des principes humanitaires.

L'intérêt de la part des autorités nationales pour la mise en place de mécanismes de coordination plus étroits avec les acteurs humanitaires et de développement est toujours d'actualité. Avec l'actuel processus de transition en cours, la coordination aura également un rôle clé à jouer pour renforcer les capacités des acteurs nationaux et combler le fossé entre les interventions d'urgence et de développement ; notamment à travers la promotion des activités de la résilience.

Au regard de la situation sécuritaire actuelle, les services mis à la disposition de la communauté humanitaire par les opérateurs aériens humanitaire contribuent à maintenir l'espace humanitaire et à assurer un accès sûr et sécurisé aux régions Nord. Le transport de passagers, de freights et la possibilité d'organiser des évacuations médicales et sécuritaires sont autant d'éléments permettant de maintenir une présence et un accès humanitaire durable aux zones les plus enclavées et les plus exposées sécuritairement.

OBJECTIF STRATÉGIQUE N°1 : Recueillir les données sur les risques et les vulnérabilités, les analyser et intégrer les résultats dans la programmation humanitaire et de développement.

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Conduire / faciliter missions coordonnées d'évaluation multisectoriel avec les acteurs clés	Mali	Nombre d'évaluations multisectorielles conduites avec la participation du gouvernement	4
Créer et mettre à jour régulièrement une base de données de	Mali	Nombre de mises à jour des bases de données de référence partagées avec les acteurs clés	1

² Incluant les cluster leads et co-leads à savoir OCHA, WFP, FAO, UNFPA, UNICEF, UNHCR, WHO, UNDP, IOM, Save the Children. 2 partenaires ont des projets dans le cadre de ce plan de réponse.

référence (baseline) au niveau de pays / région avec des informations harmonisées pour faciliter l'analyse et améliorer la planification et le suivi

Développer et mettre à jour le plan de réponse stratégique (SRP) basé sur l'aperçu des besoins humanitaires (HNO)	Mali	Nombre de groupes sectoriels contribuant à l'élaboration d'une stratégie commune	2
	Mali	Nombre of HNO et SRP développés et mis à jour	2
Faire des analyses multisectorielles des risques, vulnérabilités et opportunités pour identifier les besoins / lacunes (analyse désagrégée par sexe et âge)	Mali	Outil de priorisation (PT) mis-à-jour régulièrement (ex: chaque trimestre)	2
Faire la cartographie des zones à risque d'épidémies	Mali	Nombre de cartes de risque produites et partagées	3
Faire le suivi des problématiques d'accès et production de plaidoyers, si nécessaire, afin d'assurer que l'assistance humanitaire puisse être délivrée	Mali	L'outil "Access Framework" est en place et mis à jour régulièrement	1
Renforcer les capacités des acteurs nationaux (autorités et société civile) dans la préparation et la réponse aux urgences	Mali	Nombre de séances de formation pour les acteurs nationaux (autorités nationales et société civile)	2
	Mali	Nombre d'évaluations des capacités nationales conduites	1

OBJECTIF STRATÉGIQUE N°2 : Soutenir les populations vulnérables à mieux faire face aux chocs en répondant aux signaux d'alerte de manière anticipée, réduisant la durée du relèvement post-crise et renforçant les capacités des acteurs nationaux.

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Intégrer des activités d'atténuation dans la planification d'urgence	Mali	Nombre de plans de contingence intégrant des activités d'atténuation	1
Mettre en place des marqueurs de "résilience" dans les	Mali	Nombre de projets incluant des activités de résilience.	0

projets du plan de réponse stratégique et l'appel consolidé

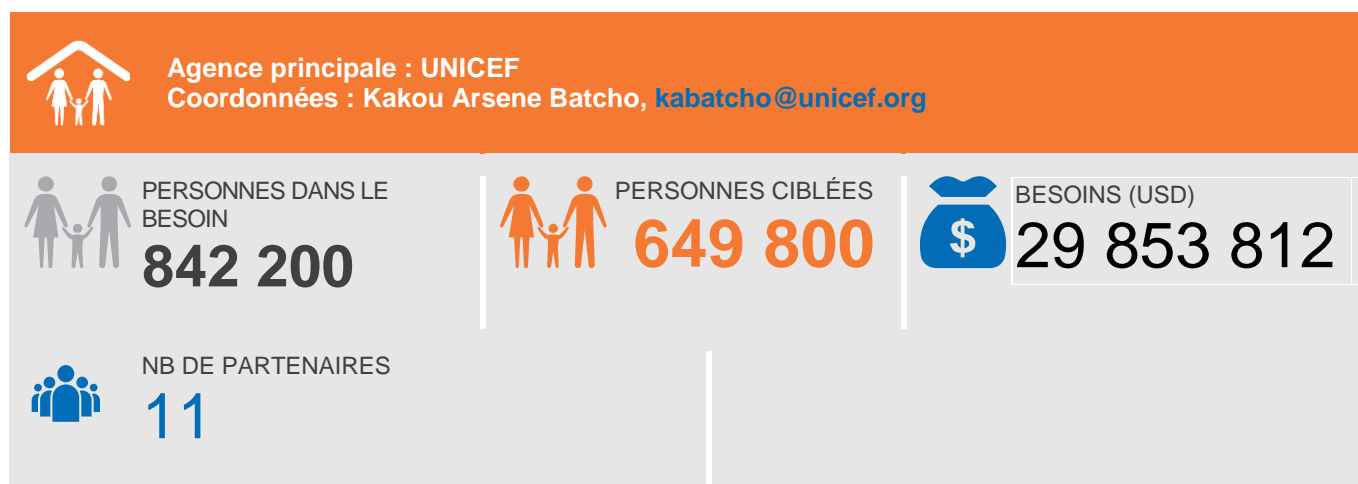
OBJECTIF STRATÉGIQUE N°3 : Fournir aux personnes en situation d'urgence une assistance coordonnée et intégrée, nécessaire à leur survie.

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Conduire des évacuations médicales et sécuritaires pour le personnel humanitaire	Mali	% de réponse aux demandes d'évacuation sécuritaire ou médicale sollicitée.	100
Développer et améliorer la mise en œuvre d'outils de reporting (résultats et contraintes)	Mali	Nombre de secteurs / clusters qui reportent régulièrement (chaque mois)	0
Mobiliser des ressources pour les acteurs humanitaires à travers le SRP	Mali	% de financement du SRP	65
Organisation de briefings avec les bailleurs	Mali	Nombre de briefings avec les bailleurs	6
Préparer des messages clés pour soutenir le plaidoyer et la mobilisation de ressources	Mali	Nombre de messages clés préparés, mis-à-jour régulièrement et partagés	12
Produire régulièrement des produits d'information (3W, aperçu humanitaire, bulletin, sitrep, etc.) permettant de mieux comprendre la situation humanitaire, d'identifier les lacunes et de mettre en lumière les réponses apportées / à apporter	Mali	Nombre produits d'information développés (tableaux de bord, sitreps, bulletins, 3W, etc.)	52
Soutenir et renforcer au niveau national la mise en œuvre du paquet minimum de	Mali	Nombre d'actions du paquet minimum de préparation complétés	1

préparation avec les acteurs concernés (plans de contingence, exercices de simulation, formation MIRA, etc.)

Soutenir la coordination stratégique à travers le groupe de travail inter secteurs, et les groupes sectoriels /clusters en assurant la participation des ONGI, ONGN et du gouvernement	Mali	Nombre de mécanismes de coordination fonctionnels au niveau décentralisé	5
Soutenir la coordination stratégique à travers l'EHP	Mali	Nombre de réunions de l'EHP / par trimestre	6
Transport de freight et de bagages	Mali	Tonnes de cargo transportées par mois	4
Transport des acteurs humanitaires	Mali	Nombre d'organisations utilisant le service	120
	Mali	Nombre de destinations desservies	8
	Mali	Nombre de passagers transportés par mois	1500
	Mali	% des réservations honorées	95

EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT



Les interventions planifiées par le cluster WASH s’inscrivent parfaitement dans les trois objectifs stratégiques et prennent en compte de façon transversale l’ensemble des cinq priorités humanitaires définies. Les actions du cluster s’articulent autour de l’analyse tant sectorielle que multisectorielle, considérant le manque d’eau potable, l’hygiène et l’assainissement comme facteurs aggravants ou causes sous-jacentes à ces grandes vulnérabilités, la compréhension de ces problèmes structurels et chroniques aidera en vue d’un plaidoyer pour une synergie d’action avec des acteurs de développement. D’autre part, certaines actions s’inséreront dans le cadre de renforcement de capacité des populations à travers des interventions de réalisation et de remise en état des infrastructures d’accès à l’eau et d’assainissement, avec redynamisation des systèmes communautaires de gestion des infrastructures pour en garantir une meilleure durabilité. Des actions de prévention, réduction des risques et de préparation de la réponse aux épidémies de choléra, aux catastrophes naturelles et à la malnutrition intègrent des activités qui visent l’amélioration de l’accès potable à l’eau des communautés les plus à risque, avec des actions orientées vers les ménages les plus vulnérables en matière de pratique de défécation et d’hygiène. De plus, en situation d’urgence, les communautés (personnes et ménages) les plus vulnérables recevront une assistance humanitaire temporaire durant le choc des crises afin de leur permettre de résister aux effets néfastes. La mise en œuvre des actions se fera sur la base d’une approche participative et inclusive. Des consultations régulières seront organisées avec les différents groupes de la communauté afin de prendre en compte les questions liées à la protection et au genre. Ainsi, par-delà la séparation genre des latrines collectives et aires de lavage, les choix sur les emplacements et les designs des infrastructures collectives d’eau potable et d’assainissement prendront en compte les menaces et risques d’insécurité et de protection des femmes, des filles et des garçons. Ces designs respecteront des normes environnementales. Par ailleurs le cluster qui travaille avec les groupes sectoriels qui sont sous le leadership des directions techniques de l’Etat, coordonnera ses interventions avec celles planifiées par le gouvernement dans le cadre du Programme de Développement Accéléré des Régions du Nord (PDA-RN) et le Programme Sectoriel Eau et Assainissement (PROSEA). Ainsi la conjonction des différents projets définis dans le SRP et ceux des programmes du gouvernement permettront de couvrir les gaps identifiés.

Indicateurs de performance du cluster

Indicateurs communs pour le Sahel	Cible 2015
1. Nombre d’enfants admis pour traitement de la MAS ayant reçu un kit WASH et notamment la diffusion de messages clés sur l’hygiène / conseils sur les comportements aux parents ou fournisseurs de soins (traitement de l’eau chez les ménages et fournitures hygiéniques)	136 000
2. Nombre de centres nutritionnels délivrant le paquet minimum WASH (eau potable avec chlore résiduel, savon désinfectant pour les mains et ustensiles d’alimentation, défécation)	280

	hygiénique, messages clés sur l'hygiène / conseils sur les comportements à adopter).	
3.	Nombre de personnes affectées ayant reçu le package minimum WASH adapté à leurs vulnérabilités (eau potable, assainissement, fournitures hygiéniques, messages clés sur l'hygiène / conseils sur les comportements à adopter).	395 430
Indicateurs du pays		
1.	Existence d'une base de données harmonisée et renseignée avec des indicateurs clé évalués par les membres du cluster	1
2.	Nombre d'écoles ayant bénéficié d'un paquet minimum WASH	320
3.	Nombre de personnes ayant accès à une source permanente d'eau potable	649 800
4.	Nombre de personnes touchées par des messages de sensibilisation/promotion d'hygiène	395 430

OBJECTIF STRATÉGIQUE N°1 : Recueillir les données sur les risques et les vulnérabilités, les analyser et intégrer les résultats dans la programmation humanitaire et de développement.

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Alimenter la base de données	Mali	Nombre de partenaires ayant alimenté la base de données	15
Création d'une base de données avec des indicateurs clés harmonisés pour le cluster	Mali	Base de données Créée	1
Production et partage d'un rapport d'analyse à partir de la base de données.	Mali	Nombre rapport produit et partage avec les membres de cluster y compris service technique de l'Etat	2

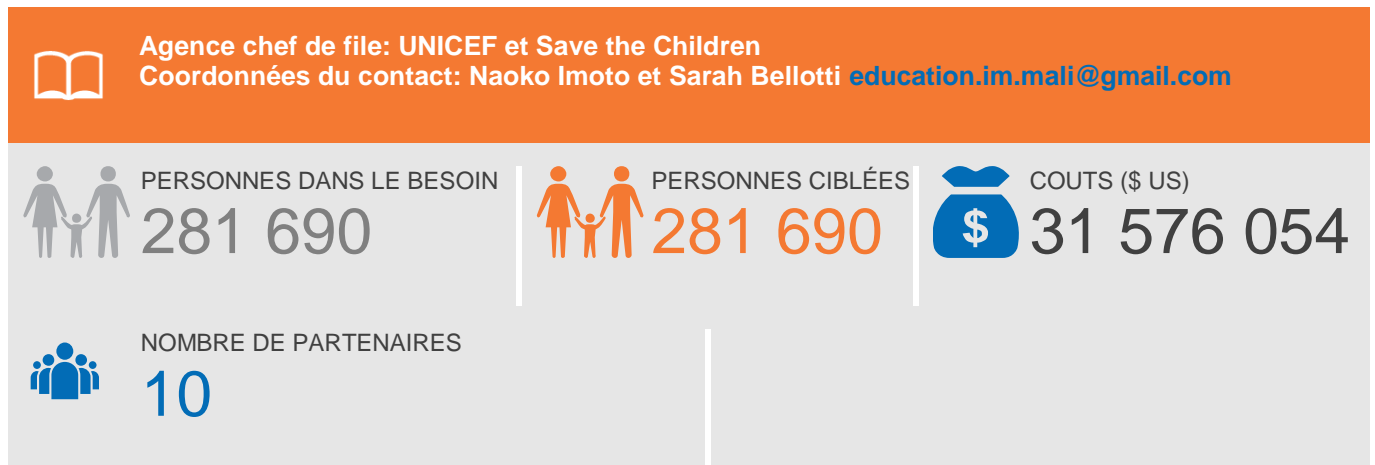
OBJECTIF STRATÉGIQUE N°2 : Soutenir les populations vulnérables à mieux faire face aux chocs en répondant aux signaux d'alerte de manière anticipée, réduisant la durée du relèvement post-crise et renforçant les capacités des acteurs nationaux.

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Formation d'artisans réparateurs	Gao, Kayes, Kidal, Koulikoro, Mopti, Segou, Tombouctou	Nombre d'artisan formes	338
Formation de relais communautaires	Bamako, Gao, Kayes, Kidal, Koulikoro, Mopti, Segou, Sikasso, Tombouctou	Nombre de relais communautaires femmes formées	890
	Bamako, Gao, Kayes, Kidal, Koulikoro, Mopti, Segou, Sikasso, Tombouctou	Nombre de relais communautaires hommes formés	890
Mise en œuvre de l'approche ATPC	Gao, Kayes, Kidal, Koulikoro, Mopti, Segou, Sikasso, Tombouctou	Nombre de villages déclenchés	325
	Gao, Kayes, Kidal, Koulikoro, Mopti, Segou, Sikasso, Tombouctou	Nombres de villages certifiés FDAL	325
Mise en œuvre de paquets minimum WASH dans les écoles (espace d'apprentissage)	Bamako, Gao, Kayes, Kidal, Koulikoro, Mopti, Segou, Sikasso, Tombouctou	Nombre d'écoles bénéficiant du paquet minimum WASH	320
Mise en œuvre de paquets minimum WASH dans les structures de sante	Bamako, Gao, Kayes, Kidal, Koulikoro, Mopti, Segou, Sikasso, Tombouctou	Nombre de structures de santé (CSCOM/CSRef) bénéficiant du paquet minimum WASH	280
Mise en place/redynamisation des comités de gestions de points d'eau et système (AEP,AES,SHVA)	Gao, Kidal, Mopti, Segou, Tombouctou	Nombre de comite de gestion de points d'eau (PMH/Puits) mise en place ou redynamise	1 003
	Gao, Kidal, Mopti, Segou, Tombouctou	Nombre de structure de gestion de AEP/AES/SHVA mise en place ou redynamise	104
Réalisation/Réhabilitation de points d'eau (PMH/Puits protégés)	Gao, Kidal, Mopti, Segou, Tombouctou	Nombre de Points d'eau (PMH et Puits) Réalisés	323
	Gao, Kidal, Mopti, Segou, Tombouctou	Nombre de points d'eau (PMH et Puits) réhabilités/réparés	700
Réalisation/Réhabilitation de systèmes d'adduction d'eau (AEP, AES, SHVA)	Gao, Kidal, Mopti, Segou, Tombouctou	Nombre de systèmes d'adduction d'eau (AEP, AES, SHVA) réalisés	41
	Gao, Kidal, Mopti, Segou, Tombouctou	Nombre de systèmes d'adduction d'eau (AEP, AES, SHVA) réhabilités/ Réparés	58

OBJECTIF STRATÉGIQUE N°3 : Fournir aux personnes en situation d'urgence une assistance coordonnée et intégrée, nécessaire à leur survie.

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Construction de latrine	Bamako, Gao, Kayes, Kidal, Koulikoro, Mopti, Segou, Sikasso, Tombouctou	Nombre de latrine construite	2 011
	Bamako, Gao, Kayes, Kidal, Koulikoro, Mopti, Segou, Sikasso, Tombouctou	Nombre de personnes utilisant une latrine améliorée	45 170
Distribution d'eau de façon temporaire (water trucking, chloration)	Bamako, Gao, Kayes, Kidal, Koulikoro, Mopti, Segou, Sikasso, Tombouctou	Nombre de personnes ayant eu accès à une source d'eau temporaire	78 550
Distribution de kits WASH	Bamako, Gao, Kayes, Kidal, Koulikoro, Mopti, Segou, Sikasso, Tombouctou	Nombre de couple mère-enfant ayant reçu un kit WASH-in-Nutrition	136 000
	Bamako, Gao, Kayes, Kidal, Koulikoro, Mopti, Segou, Sikasso, Tombouctou	Nombre de ménages ayant reçu un kit WASH	47 685
Promotion d'hygiène pour la prévention des maladies diarrhéiques et la prévention de la malnutrition	Bamako, Gao, Kayes, Kidal, Koulikoro, Mopti, Segou, Sikasso, Tombouctou	Nombre d'hommes touchés par les messages de promotion d'hygiène	236 800
	Bamako, Gao, Kayes, Kidal, Koulikoro, Mopti, Segou, Sikasso, Tombouctou	Nombre de femmes touchées par des messages de promotion d'hygiène	349 410

EDUCATION



Les interventions d'urgence dans le secteur de l'éducation porteront prioritairement sur :

- i) une meilleure analyse des besoins éducatifs des enfants (3-18 ans) et des enseignants vivant dans les zones directement et indirectement affectés par les crises
- ii) le renforcement des capacités de préparation aux situations d'urgences dans le secteur de l'éducation
- iii) l'amélioration de l'accès à l'éducation et des conditions d'apprentissages pour les 274 820 enfants (3-18 ans) et les 6 870 enseignants qui assurent les enseignements.

La stratégie sectorielle du Cluster Éducation se focalisera sur les enfants et le personnel éducatif les plus vulnérables selon l'analyse réalisée par le Cluster dans le cadre de l'aperçu des besoins humanitaires (HNO) incluant les évaluations réalisées par les membres du cluster et les données de terrain. Les activités d'urgence cibleront les filles, les garçons, et le personnel éducatif ayant repris le chemin de l'école dans les régions affectées par le conflit, ainsi que les filles et garçons en âge scolaire, non-scolarisés ou déscolarisés du fait du conflit. En particulier, dans les zones où les écoles ne sont pas encore rouvertes à cause du niveau de l'insécurité très élevé, les efforts seront focalisés afin de réintégrer les enfants qui ont perdu deux ou trois ans de scolarisation à cause des crises, en permettant d'accélérer leur apprentissage à travers un programme d'apprentissage accélérée et/ou tout autre forme alternatives d'éducation.

Ainsi, les activités prendront en compte à la fois l'éducation formelle et non-formelle, avec un accent sur le renforcement de capacité des maîtres (professionnels et volontariats), le renforcement des capacités d'accueil d'espaces d'apprentissage et de mobiliers scolaires, la réduction de la vulnérabilité et des obstacles à la promotion de l'éducation (surtout pour les filles, les enfants en besoins spéciaux et les populations nomades), les compétences de la vie et la protection des enfants, ainsi que la dynamisation du soutien communautaire à l'éducation. Une attention spécifique sera accordée aux adolescents en assurant la transition du cycle Fondamental 1 au Fondamental 2 et le lien avec la formation professionnelle.

Par ailleurs, vu la persistance de tensions sociales dans les communautés ainsi qu'au niveau intercommunautaire en particulier dans les régions directement affectées par le conflit, le Cluster Éducation contribuera à la promotion de l'éducation à la paix, et la cohésion sociale, en se basant sur les organes communautaires.

Les activités de prévention auront lieu prioritairement dans les zones à fort risque de l'insécurité alimentaire et d'inondation, afin de renforcer la capacité du système éducatif et des communautés à faire face aux crises. Les efforts continueront sur la cantine scolaire, la stimulation psycho-cognitive des enfants malnutris et le développement des jeunes enfants se poursuivront continueront. La stratégie vise aussi au renforcement de la préparation du système éducatif à répondre aux situations de conflits et de catastrophes naturelles.

Toutes les interventions du Cluster Éducation seront mises en œuvre en synergie avec les partenaires des Clusters Protection, Eau, Assainissement et Hygiène (WASH), Nutrition, Abri, Sécurité Alimentaire, et le Relèvement Précoce. Les activités dans le cadre du plan stratégique de réponse s'alignent sur la stratégie de réponse sectorielle du Ministère de l'Éducation Nationale (MEN).

Pour l'éducation, l'ensemble des besoins identifiés ont été pris comme la cible du cluster. Toutefois il faut noter que depuis le début de la crise, le financement de la réponse éducation au Mali n'a jamais excédé la moitié du budget demandé, ce qui rend difficile la couverture des cibles malgré le rôle de l'éducation comme moyen de protection des enfants dans les situations d'urgence. Le Ministère de l'Education National du Mali qui est fortement impliqué dans la réponse éducation en urgence et le cluster éducation contribuent à la réponse en urgence à travers le programme d'urgence éducation pour tous financé par le Partenariat Mondial pour l'Education. Par ailleurs, le Ministère de l'Education National (MEN) prend en compte dans son plan intérimaire qui s'étendra de 2015-2017 sur les questions liées à l'éducation en situation d'urgence.

Indicateurs de performance du cluster		
Indicateurs communs pour le Sahel		Cible 2015
1.	Nombre d'enfants en âge préscolaire, enfants en âge scolaire et de jeunes -y compris les enfants et jeunes handicapés- inscrit dans des programmes d'éducation de qualité au travers du cluster éducation ou groupe sectoriel de la réponse d'urgence (désagrégé par genre).	274 820
2.	Nombre moyen de jour d'école par mois durant lesquels un repas scolaire ou un snack est fourni (Durant la phase de planification, les clusters éducation doivent cibler 80% du total des jours d'école durant la réponse).	20
3.	Nombre de repas scolaires distribués	22 800 000
Indicateurs du pays		
1.	Nombre d'enfants ayant accès à des activités d'éducation alternatives (garçons/filles)	30 000
2.	Nombre de jeunes enfants ayant accès à des activités d'éveil et de développement	10 000
3.	Nombre d'enfants bénéficiant du programme de l'éducation de la consolidation à la paix	260 921
4.	Nombre d'espaces d'apprentissage temporaires ou permanents réhabilités ou construits	532

OBJECTIF STRATÉGIQUE N°1 : Recueillir les données sur les risques et les vulnérabilités, les analyser et intégrer les résultats dans la programmation humanitaire et de développement.

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Analyser les risques et les vulnérabilités liés au conflit et catastrophes naturelles dans le système éducatif malien	Mali	Rapport analyse des risques et catastrophes naturelles intégrés dans le plan sectoriel éducation (oui/non)	1
Évaluer l'impact de l'alimentation scolaire sur la scolarité des enfants	Kayes, Mopti, Tombouctou	Rapport validé par le MEN	3
Évaluer les services, infrastructures de WASH dans les espaces d'apprentissage	Gao, Kayes, Mopti, Tombouctou	Nombre d'espaces d'apprentissage, localisés dans des régions sujettes au cholera, qui ont été évalués	100

(écoles, espaces temporaires, mobiles, etc.) localisés dans les régions sujettes au choléra

OBJECTIF STRATÉGIQUE N°2 : Soutenir les populations vulnérables à mieux faire face aux chocs en répondant aux signaux d'alerte de manière anticipée, réduisant la durée du relèvement post-crise et renforçant les capacités des acteurs nationaux.

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Former les enseignants/autres membres du personnel éducatif à la gestion de grands groupes	Gao, Kidal, Mopti, Tombouctou	Nombre de personnel éducatif (femmes/hommes) formés sur la gestion de grands groupes	5 000
Former les enseignants/autres membres du personnel éducatif sur l'appui psychosocial et les compétences de la vie	Gao, Kidal, Mopti, Tombouctou	Nombre de personnel éducatif (femmes/hommes) formés sur l'appui psychosocial	3 000
	Gao, Kidal, Mopti, Tombouctou	Nombre de personnel éducatif (femmes/hommes) formés sur les compétences de la vie	3 000
Mettre en place des mécanismes qui préviennent et réduisent des obstacles à l'éducation (certificats des naissances, désastres naturels, épidémies, mariage précoce, accès à la prise en charge de cas de VBG, etc.)	Gao, Kayes, Kidal, Koulikoro, Mopti, Segou, Tombouctou	Nombre des organes communautaires ayant des mécanismes qui préviennent et réduisent des obstacles à l'éducation	870
Mettre en place la cellule nationale de l'éducation en situations d'urgence et les cellules régionales au sein de MEN	Bamako, Gao, Kidal, Mopti, Tombouctou	Nombre de cellules d'éducation en situation d'urgence opérationnelles	5
Mettre en place un programme d'éducation à la paix	Gao, Kidal, Mopti, Tombouctou	Nombre d'enfants bénéficiant du programme de l'éducation à la paix	260 921
	Gao, Kidal, Mopti, Tombouctou	Nombre d'espaces d'apprentissage bénéficiant du programme	870
Organiser des sessions	Gao, Kidal, Mopti,	Nombre de personnes	12 000

de groupes pour les communautés sur des sujets liés à l'éducation (mobilisation communautaire)	Tombouctou	sensibilisées	
Préparer/actualiser la planification d'urgence et de préparation dans les écoles	Gao, Kayes, Kidal, Koulikoro, Mopti, Segou, Tombouctou	Nombre d'Académies d'Enseignants (AE) disposant d'un plan de contingence	10
Sensibilisation sur les soins pour le développement des jeunes enfants (parents, leaders traditionnels, CGS, associations de parents d'élèves et d'enseignants, etc.)	Gao, Mopti, Tombouctou	Nombre d'adultes dans les régions ciblées participant aux activités d'éducation parentale (femmes/hommes)	6000
	Gao, Mopti, Tombouctou	Nombre de jeunes enfants ayant accès à des activités d'éveil et de développement	10000

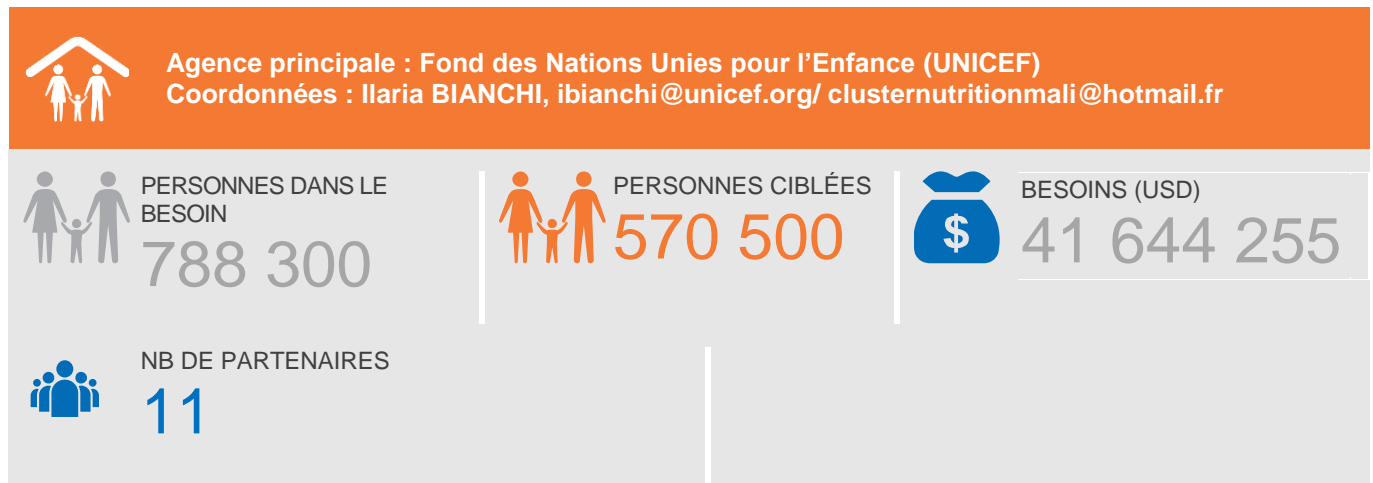
OBJECTIF STRATÉGIQUE N°3 : Fournir aux personnes en situation d'urgence une assistance coordonnée et intégrée, nécessaire à leur survie.

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Distribuer de mobiliers scolaires dans les espaces d'apprentissage	Gao, Kidal, Mopti, Tombouctou	Nombre de salles de classe équipées de mobiliers suffisantes et adaptées	532
Distribuer des kits d'apprentissage	Gao, Kidal, Mopti, Tombouctou	Nombre d'élèves (filles/garçons) bénéficiant de matériels d'apprentissage	264 820
Distribuer des kits de Développement de la Petite Enfance	Gao, Kidal, Mopti, Tombouctou	Nombre d'enfants bénéficiant de la distribution des kits (filles/garçons)	10 000
Distribuer des kits pédagogiques aux enseignants	Gao, Kidal, Mopti, Tombouctou	Nombre d'enseignants (femmes/hommes) bénéficiant de matériels pédagogiques	4 500
En partenariat avec les communautés, les autorités locales, établir ou réhabiliter des espaces d'apprentissage protecteurs, sûrs, et inclusifs pour les enfants et les jeunes touchés par	Gao, Kidal, Mopti, Tombouctou	Nombre de salles de classe réhabilitées	432
	Gao, Kidal, Mopti, Tombouctou	Nombre d'espaces apprentissage temporaire mis en place	100

les situations d'urgence
ou qui y sont très
vulnérables

Mettre en place des activités d'éducation alternatives afin d'aider à l'intégration des enfants déscolarisés/non-scolarisés	Gao, Kidal, Mopti, Tombouctou	Nombre d'enfants ayant accès à des activités d'éducation alternatives (filles/garçons)	30 000
	Gao, Kidal, Mopti, Tombouctou	Nombre d'enseignants recrutés et formés (femmes/hommes)	1 000
Mettre en place des cantines scolaires	Gao, Kidal, Mopti, Tombouctou	Nombre de repas scolaires distribués	22 800 000
	Gao, Kidal, Mopti, Tombouctou	Nombre moyen de jour d'école par mois durant lesquels un repas scolaire ou un snack est fourni (Durant la phase de planification, les clusters éducation doivent cibler 80% du total des jours d'école durant la réponse)	80
Réhabiliter/construire des bâtiments de l'administration scolaire	Gao, Kidal, Mopti, Tombouctou	Nombre de bâtiments réhabilités ou construits	5

NUTRITION



Les prévalences de malnutrition sont très élevées dans les régions du Sahel depuis au moins une décennie, quel que soit la période de l'année, et quel que soit la qualité et le niveau des récoltes agricoles. Cette situation déjà alarmante est aggravée au Mali par une insécurité alimentaire chronique, des catastrophes naturelles récurrentes (*inondations, sécheresses, etc.*), des flambées épidémiques localisées, mais aussi par des aléas conjoncturels tels que le conflit et les mouvements de populations qui affecte le Nord du pays depuis 2012.

En 2015 au Mali, auprès de 930 000 enfants âgés de 0 à 59 mois seront affectés par un retard de croissance (*malnutrition chronique*) affectant irrémédiablement leur développement cognitif et physique, et au moins 715 300 autres enfants de 6-59 mois souffriront de malnutrition aiguë, ainsi que 73 000 femmes enceintes et allaitantes (FEFA).

Pour briser le cercle vicieux de la malnutrition au Mali, des interventions d'envergure doivent être déployées sur les court, moyen et long termes. De manière concomitante, et en collaboration avec des acteurs de différents secteurs, il s'agit d'assurer la prévention, la détection et le traitement des cas de malnutrition aiguë tout en travaillant sur les facteurs structurels - nombreux et complexes - de cette pathologie à travers le renforcement des capacités de résistance aux chocs des communautés et la consolidation des acquis du système national en la matière.

Les activités identifiées pour l'Objectif stratégique N 1 veulent renforcer le système de collecte et d'analyse des données de routine et d'enquête au fin d'améliorer la surveillance et la connaissance sur la situation nutritionnelle, ainsi que la coordination entre les partenaires intervenants dans le domaine de la nutrition à tous les niveaux (central et décentralisé).

Les activités de l'Objectif N 2 sont des activités planifiées pour renforcer les capacités de résilience de la population malienne, qui est affectée de façon récurrente par des crises nutritionnelles et alimentaire. Il s'agit, en effet, d'activités d'accompagnement à la prise en charge, telles que la promotion de l'allaitement maternelle exclusif et de l'alimentation de complément, ainsi que l'amélioration de l'état nutritionnel et l'apport en micronutriments des enfants à travers les programmes de supplémentation alimentaires (BSFP) et les campagnes de vitamine A. Aussi, on prévoit la prédisposition d'un plan et d'un stock de contingence par région.

En fin, les interventions identifiées pour l'Objectif N 3 sont des interventions sur le court terme, qui interviennent directement à réduire le risque de mortalité et morbidité des enfants (et femmes allaitantes et enceintes) atteints de malnutrition aiguë (modérée ou sévère).

Les considérations de sexe et d'âge vont être prises en compte dans la mesure de leur impact sur l'état nutritionnel des populations affectées. Ainsi, les données désagrégés par sexe seront collectés et transférés par les Directions Régionales de la Santé pour les admissions mensuelles. Aussi les prévalences de la malnutrition qui feront l'objet d'une enquête nutritionnelle nationale pendant la période de soudure, seront collectées par sexe pour évaluer éventuelle existence d'inégalités liées au genre.

Malgré l'augmentation substantielle des cas de MAM et MAS (6-59) attendus en 2015 (+34% MAS et +48% MAM), le *caseload* ciblé pour les MAM pour 2015 prévoit une couverture de 70% et pour les MAS de 75%, ce qui correspond à 374 000 cas de MAM (sur les 534,300 attendus) et 136,000 cas de MAS (sur les 181,000 attendus). Le choix du *caseload* a été fait sur la base de plusieurs considérations. Les partenaires d'exécution (ONGs et gouvernement) ne disposent pas des capacités opérationnelles suffisantes pour un passage à l'échelle au-delà du seuil annoncé, et ce, malgré leur plan de renforcement et recrutement de leurs ressources humaines pour 2015. Troisièmement, l'atteinte de 100% des cas attendus des MAM et MAS implique la dynamisation et le renforcement du programme de dépistage actif des enfants malnutris au niveau communautaire, ce qui nécessite (i) la formation de l'ensemble des agents de santé communautaire et des relais du Pays, (ii) le développement et la validation d'une stratégie nationale pour le niveau communautaire, (iii) la mise à disposition des fonds pour la motivation des agents communautaires et (iv) les moyens opérationnels pour leur permettre d'atteindre les enfants les moins géographiquement et culturellement accessibles. Ceci suppose un travail de long terme à bâtir sur plusieurs années avec la disponibilité des fonds de développement.

En 2015, compte tenu du risque important dans certaines zones du pays, les partenaires en nutrition appuieront également le Gouvernement sur les actions de préparation à l'épidémie Ebola, notamment via: un renforcement des mesures de prévention et de contrôle des infections dans les activités de prise en charge de la malnutrition (sur base du protocole révisé), un renforcement des activités à base communautaire dans les zones à plus haut risque afin de limiter les impacts négatifs d'un éventuel collapse du système de santé en cas d'épidémie. Les actions de préparation pour la prise en charge nutritionnelle des patients Ebola ont déjà été réalisées en 2014 et le lien entre les équipes nutrition et la surveillance de l'épidémie sera maintenue dans ce sens pour un appui rapide en cas de déclenchement d'une réponse.

Indicateurs de performance du cluster

Indicateurs communs pour le Sahel		Cible 2015
1.	Nombre d'enfants de 6-59 mois souffrant de malnutrition aigüe sévère admis dans les programmes de nutrition thérapeutique	136 000
2.	Nombre d'enfants de 6-59 mois souffrant de malnutrition aigüe modérée admis dans le PNS ciblés (Programmes ciblés de Nutrition Supplémentaire)	374 000
3.	Nombre de centres de santé mettant en œuvre des activités nutritionnelles	1 307
4.	Nombre d'enfants de 6-23 mois et Femmes enceintes et allaitantes admis dans le BSFP (Programmes d'alimentation complémentaire de couverture)	133 700
Indicateurs du pays		
1.	Nombre d'enfants de 6-23 mois ayant été admis dans le BSFP (Programmes d'alimentation complémentaire de couverture)	89 600
2.	Nombre de femmes enceinte et allaitantes ayant été dépistées et prise en charge pour malnutrition	60 500
3.	Nombre de femmes enceinte et allaitantes admises dans le BSFP (Programmes d'alimentation complémentaire de couverture)	44 100

OBJECTIF STRATÉGIQUE N°1 : Recueillir les données sur les risques et les vulnérabilités, les analyser et intégrer les résultats dans la programmation humanitaire et de développement.

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Fournir un appui	Bamako, Gao, Kayes, Kidal,	Nombre de districts sanitaires qui	63

technique et financier aux Equipes Cadres de DS pour assurer l'analyse, la transmission et la compilation régulière des données de dépistage et de prise en charge nutritionnelle de routine	Koulikoro, Mopti, Segou, Sikasso, Tombouctou	ont un taux de complétude des données hebdomadaires d'admission >95%	
	Bamako, Gao, Kayes, Kidal, Koulikoro, Mopti, Segou, Sikasso, Tombouctou	Nombre de DS soutenus par un partenaire ONG	61
Soutenir la tenue d'enquêtes de couverture	Mali	Nombre de districts sanitaires couverts par des enquêtes de couverture	7
Soutenir la tenue d'une enquête nutritionnelle SMART au niveau national	Bamako, Gao, Kayes, Kidal, Koulikoro, Mopti, Segou, Sikasso, Tombouctou	Nombre de districts sanitaires (DS) couverts par l'enquête	63
Soutenir techniquement et financièrement le fonctionnement d'entités étatiques de coordination sectorielle au niveau central en vue d'un meilleur échange d'informations et d'une meilleure coordination	Mali	Nombre de réunions de coordination en nutrition organisées au niveau central (réunions du Groupe Thématique nutrition/Cluster Nutrition)	12
	Mali	Nombre de réunions des Sous-Groupes Techniques Nutrition (4 opérationnels)	48
Soutenir techniquement et financièrement le fonctionnement d'entités étatiques de coordination sectorielle au niveau régional en vue d'un meilleur échange d'informations et d'une meilleure coordination	Bamako, Gao, Kayes, Kidal, Koulikoro, Mopti, Segou, Sikasso, Tombouctou	Nombre de réunions de coordination de nutrition organisées au niveau régional (réunions de sous clusters régionaux)	24

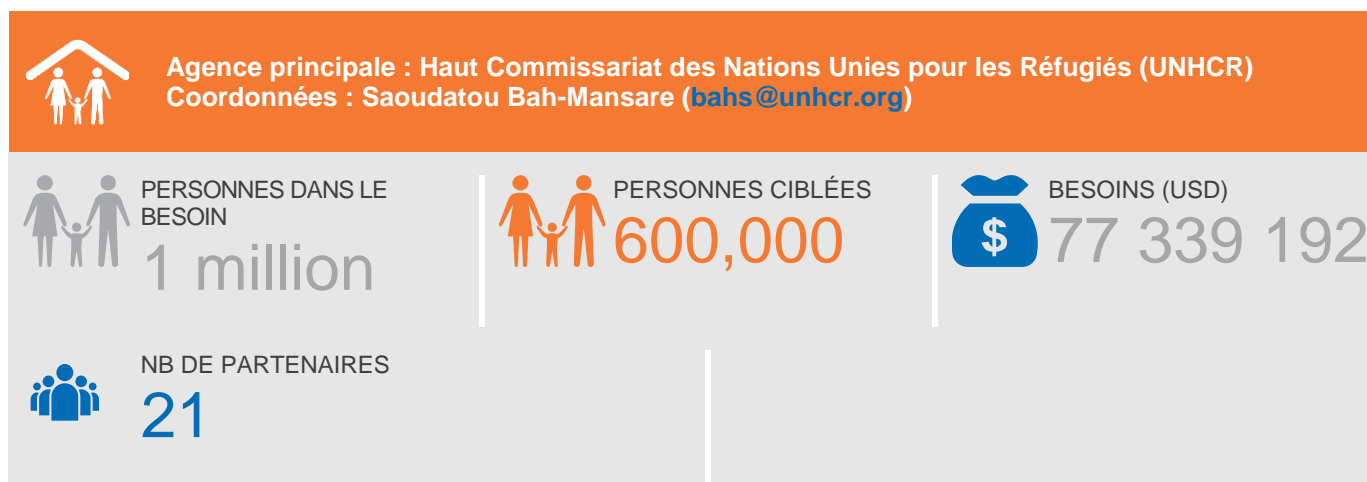
OBJECTIF STRATÉGIQUE N°2 : Soutenir les populations vulnérables à mieux faire face aux chocs en répondant aux signaux d'alerte de manière anticipée, réduisant la durée du relèvement post-crise et renforçant les capacités des acteurs nationaux.

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Déployer des activités de supplémentation alimentaire (type Blanket Feeding) en faveur des enfants de 6-23 mois et des FEFA	Mali	Nombre de femmes enceinte et allaitantes admises dans le BSFP (Programmes d'alimentation complémentaire de couverture)	44100
	Mali	Nombre d'enfants de 6-23 mois admis dans le BSFP (Programmes d'alimentation complémentaire de couverture)	89600
Prépositionner des stocks de contingence nutritionnelle dans les Régions	Kidal, Mali	Nombre des régions qui ont un stock de contingence nutritionnelle	8
Soutenir la tenue des campagnes de supplémentation en Vitamine A	Mali	Nombre d'enfants 6-59 mois qui ont bénéficié de deux tours de supplémentation en Vitamine A (>90%)	3150000
Soutenir l'élaboration d'un plan de contingence Nutritionnelle	Mali	Nombre de plans de contingence élaboré	1
Soutenir les activités de promotion de l'allaitement maternel	Mali	Nombre d'agents de sante formes en ANJE	630
	Mali	Nombre de groupes de soutien ANJE créés	42

OBJECTIF STRATÉGIQUE N°3 : Fournir aux personnes en situation d'urgence une assistance coordonnée et intégrée, nécessaire à leur survie.

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Approvisionner les Unités de traitement de la malnutrition (UREN) en intrants nutritionnels, médicaments, matériels anthropométriques et équipement	Mali	Nombre de Districts sanitaires (DS) ayant enregistré une rupture de stock	0
Dépister les enfants de 6-59 mois et les FEFA	Mali	Nombre de FEFA dépistées pour la malnutrition	440000
	Mali	Nombre d'enfants de 6-59 mois dépistés pour la malnutrition	1750000
Former les agents de santé sur la gestion des intrants et des données	Mali	Nombre d'agents de santé formés en gestion des intrants et des données	177
Organiser des supervisions formatives sur la PCIMA	Mali	Nombre de supervisions formatives sur la PCIMA au niveau CSCOM	1307
	Mali	Nombre de supervisions formatives sur la PCIMA au niveau DS	122
Prise en charge des cas de FEFA malnutries	Mali	Nombre de FEFA prises en charge pour malnutrition	60500
Prise en charge des cas de MAM (6-59 mois)	Mali	Nombre d'enfants (6-59 mois) pris en charge dans les unités de traitement de la MAM	374000
	Mali	Nombre d'enfants (6-59 mois) pris en charge dans les unités de traitement de la MAM et guéris	280500
Prise en charge des cas de MAS (6-59 mois)	Mali	Nombre d'enfants MAS (6-59 mois) pris en charge dans les unités de traitement (URENI/URENAS)	136000
	Mali	Nombre d'enfants pris en charge dans les unités de traitement (URENI/URENAS) et guéris	102000

PROTECTION



Le Plan de Réponse Stratégique ou Strategic Response Plan (PRS ou SRP) du Groupe Sectoriel de Protection (GSP) Mali se fonde sur l'analyse des besoins humanitaires existants sur le terrain et les zones prioritaires identifiées à travers l'exercice d'élaboration de l'aperçu des besoins humanitaires (Humanitarian Needs Overview/HNO) effectué par ses membres en novembre 2014. Aussi, le PRS prend-il en compte les interventions mises en œuvre et les résultats atteints en 2013 et 2014 ainsi que les lacunes restant à couvrir, les événements survenus depuis mai 2014, les principales difficultés rencontrées et les leçons apprises sur les deux dernières années de programmation. Par ailleurs, le PRS se fonde également sur les scénarii de planification les plus probables incluant les événements clés attendus en 2015, soit pour rappel :

- La normalisation politique et la restauration progressive de l'Autorité de l'État dans le nord ;
- La persistance d'une situation sécuritaire volatile, particulièrement au nord et à certains postes frontaliers;
- Poursuite des mouvements de retour des populations vers le nord et un possible revirement continu de cette tendance tel que observé depuis mai 2014;
- La persistance des vulnérabilités des populations ;
- La persistance des difficultés d'accès humanitaire.

Ces événements clés auront tous une incidence cruciale sur la situation de protection des populations suite aux conflits continus dans le nord du pays.

Pour 2015, la priorité humanitaire principale d'intervention pour le GSP et ses sous-groupes ainsi que ses groupes de travail tant au niveau national que régional, sera d'assurer la prévention et la réponse aux risques et besoins persistants de protection générés par les conflits dans le nord du pays et la recherche de solutions durables pour les populations affectées. Le GSP prendra ainsi en considération le contexte malien où en l'absence de sites/camps, les populations déplacées sont dispersées sur le territoire national (y compris dans les régions du nord). Ce qui limite leur accès aux services et impacte l'accès des humanitaires aux populations dans le besoin. En outre, le GSP mettra l'accent sur les préoccupations spécifiques en matière de protection : protection de l'enfance, violences basées sur le genre, présence de mines et Restes Explosifs de Guerre (REG), justice et impunité ainsi que des conflits inter et intracommunautaires.

Egalement, compte tenu du caractère transversal du secteur de la protection, le GSP visera principalement l'intégration par les autres secteurs, des principes essentiels de protection et la prise en compte des problématiques transversales liées notamment au genre, à l'âge et à la diversité, tant dans l'analyse des besoins (prise en compte de besoins spécifiques de certaines populations par exemple) que dans la réponse (principe de « ne pas nuire », principe de non-discrimination et l'approche basée sur les droits humains i.e. consultation des populations affectées et participation des groupes vulnérables; prévention via des actions conjointes et transversales, système de référence et orientation des personnes dans le besoin vers les services appropriés.

Par ailleurs, l'approche du GSP s'articulera naturellement autour des trois objectifs stratégiques tels que définis au niveau régional, en considérant:

- Qu'actuellement le manque d'harmonisation des outils pour la collecte et la gestion des données de protection ainsi que l'insuffisance dans le partage des informations impactent la qualité de l'analyse de la situation et des problématiques de protection. Ce problème a constitué l'un des défis majeurs rencontrés jusqu'à la période de la revue à mi-parcours du SRP en 2014. En 2015, avec le renforcement des capacités de gestion de l'information au sein du GSP et l'appui du Global Protection Cluster, le GSP renforcera sa stratégie de communication et de gestion de l'information afin d'assurer une planification répondant mieux aux besoins prioritaires des populations affectées conformément à l'objectif stratégique No.1.

- la nécessité de lier les objectifs stratégiques No.2 et No.3 (résilience et relèvement précoce /réponse d'urgence) à travers une approche systémique et un renforcement de la collaboration avec les instances gouvernementales nationales et décentralisées, ainsi qu'avec les acteurs du développement, afin de favoriser la capacitation des acteurs locaux, ainsi que le développement et /ou le renforcement de mécanismes et systèmes de protection (institutionnels et communautaires). Ce qui contribuera à favoriser le renforcement d'un cadre juridique favorable à la protection des populations affectées par le conflit et le retour progressif des autorités administratives et judiciaires au nord dans le but de permettre un meilleur accès aux services de base en général et à la justice en particulier.

L'approche ainsi préconisée, qui implique d'apporter une réponse globale aux besoins des populations affectées, requiert des moyens conséquents à l'échelle du pays qui demeurent malheureusement très limités à ce jour. En conséquence, et conformément aux outils de priorisation du secteur de protection, il y a lieu de poursuivre en priorité, pour l'année 2015, des interventions de protection dans les zones qui ont été définies comme prioritaires (3 régions du Nord : Kidal, Gao et Tombouctou, ainsi que quelques cercles des régions de Mopti et de Ségou). Aussi, il conviendrait d'assurer des interventions spécifiques dans certaines zones du sud (dont Bamako) où résident encore un nombre important de populations déplacées. L'objectif étant d'appuyer la résilience et la recherche de solutions durables pour ces populations³. Les populations et institutions nationales auront un rôle central à jouer dans la réponse et leur participation et leadership seront essentiels dans le cadre de l'approche de résilience, laquelle s'appuiera sur les ressources existantes et les connaissances locales. Les acteurs du GSP placeront les individus au centre du dispositif et chercheront à renforcer le rôle de l'État. Le développement des capacités tant des individus que de l'État sous-tend ainsi l'ensemble de l'approche de résilience, et ce à tous les niveaux. . Le renforcement de l'implication du Gouvernement dans les activités du Groupe Sectoriel de Protection, se poursuivra en 2015 à travers un partage de responsabilité dans la gestion et la coordination des groupes sectoriels de protection après une évaluation et selon la nature des besoins, le renforcement des capacités des contreparties nationales.

Tenant compte de plusieurs paramètres notamment les difficultés d'accès humanitaire, d'accès au financement requis et à la capacité des acteurs de protection par rapport aux besoins identifiés dans le HNO, le GSP renforcera sa stratégie de collaboration avec le Gouvernement et les acteurs de développement, afin de couvrir par le biais d'un partenariat stratégique, les 40% de lacunes auxquelles les acteurs de protection sont confrontés.

De même et conformément aux conclusions des rencontres bilatérales entre le GSP et le Cluster Relèvement Précoce par rapport à la rationalisation de leurs interventions en matière d'accès à la justice, justice transitionnelle et de cohésion sociale, les 2 clusters se sont accordés que les interventions du Cluster Relèvement Précoce soient orientées vers des activités liées à la construction ou réhabilitation des infrastructures, l'appui matériel aux autorités, etc. Ce qui permettra d'éviter la duplication et d'assurer la complémentarité dans leurs domaines d'intervention communs.

Bien que les mouvements de retour des personnes déplacées internes et réfugiés observés dans le premier semestre 2014, aient été affectés depuis mai suite à la reprise des conflits armés, le GSP participera activement dans la mise en œuvre et le suivi de la stratégie de solutions durables de l'Équipe Humanitaire Pays (EHP). À cet effet, le GSP procédera à la sensibilisation des communautés des zones d'origine au retour des personnes déplacées et au développement des outils pour faciliter l'accès à l'information sur les conditions prévalant dans les lieux d'origine afin de leur permettre de prendre une décision non seulement librement consentie mais en toute connaissance de cause.

En outre, le monitoring des retournés et rapatriés, l'appui pour l'accès à la justice et la lutte contre l'impunité et les activités de cohésion sociale feront également l'objet d'une attention particulière de la part du GSP tout en encourageant les autorités et autres parties prenantes, à mettre en place des mesures garantissant les conditions nécessaires pour un retour dans la sécurité et la dignité. Un accent particulier sera mis sur les actions de cohésion sociale afin de renforcer le dialogue et l'entente entre les communautés retournées et les populations hôtes.

³ Ainsi, rapport DTM (OIM) d'octobre 2014, fait état de la volonté de près de 28% des personnes déplacées enquêtées de s'établir dans leurs zones de déplacement.

Indicateurs de performance du cluster		
Indicateurs communs pour le Sahel		Cible 2015
1.	Nombre de communautés ciblées avec un système de référence de fonctionnement pour les enfants au niveau de la communauté	10
2.	Nombre de personnes déplacées / la population affectée / rapatriés enregistrés	90 000
3.	Nombre de personnes touchée manque identité personnelle / documents d'état civil	500 000
4.	Nombre de prestataires de services fournissant des services psychosociaux aux victimes de violence sexiste	20
Indicateurs du pays		
1.	Pourcentage de victimes de violations identifiées et documentées en tant qu'ayant besoin d'une assistance légale qui ont été assistées pour l'accès à la justice	75
2.	La stratégie pour les Solutions Durables est mise en œuvre et monitorée	1
3.	Nombre de personnes sensibilisées/formées sur la gestion des conflits	100 000
4.	Nombre de personnes touchées par les activités d'éducation aux risques de mine/REG	325 000

OBJECTIF STRATÉGIQUE N°1 : Recueillir les données sur les risques et les vulnérabilités, les analyser et intégrer les résultats dans la programmation humanitaire et de développement.

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Collecter et analyser les informations sur les risques de protection au niveau communautaire à travers un système de monitoring harmonisé (entre autre: ERP - Évaluation Rapide de Protection, etc.)	Mali	Nombre de rapports d'analyse produits	30
	Mali	Pourcentage de communautés/village ciblés qui ont été monitorés	70
Collecter et analyser les informations sur les violations des droits à travers des systèmes de monitoring harmonisés sur base des incidents et/ou cas (y inclus VBG, PE, MARA, MRM)	Mali	Nombre de rapports d'analyse produits	30
	Mali	Pourcentage de cas rapportés qui ont été documentés	70
Suivi des mouvements internes et transfrontaliers de populations (données désagrégées par genre	Mali	Nombre de personnes déplacées internes, retournées et rapatriées identifiées/enregistrées	90 000
	Mali	Nombre de rapports d'analyse	24

et Age), y compris les mouvements de retour des PDI et réfugiés, en partenariat avec le gouvernement

produits

OBJECTIF STRATÉGIQUE N°2 : Soutenir les populations vulnérables à mieux faire face aux chocs en répondant aux signaux d'alerte de manière anticipée, réduisant la durée du relèvement post-crise et renforçant les capacités des acteurs nationaux.

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Éducation aux Risques (ER) des mines et Restes Explosifs de Guerre (REG)	Mali	Nombre de bénéficiaires directs des séances d'ER (désagrégées par genre et âge)	125 000
	Mali	Nombre de bénéficiaires indirects des séances d'ER (Via Messages Radios, Télévision etc.)	200 000
Former/Sensibiliser les structures communautaires sur les principes de protection (y compris VBG, PE) et l'identification des vulnérables	Bamako, Gao, Mopti, Tombouctou	Nombre de structures de protection qui sont fonctionnelles	100
	Mali	Nombre de structures de protection formées	200
Préparer le retour des personnes déplacées et des réfugiés à travers le renforcement des activités de rapprochement communautaire	Mali	Nombre de personnes sensibilisées/formées sur la gestion des conflits	100 000
Soutenir la réinsertion socio-économique des personnes affectées à travers des activités favorisant la résilience	Mali	Nombre de bénéficiaires appuyés et suivis (désagrégés par genre et groupe d'âge)	15 000
Soutenir les mécanismes communautaires pour la résolution des conflits	Mali	Nombre de mécanismes communautaires de résolution des conflits soutenus et fonctionnels	30

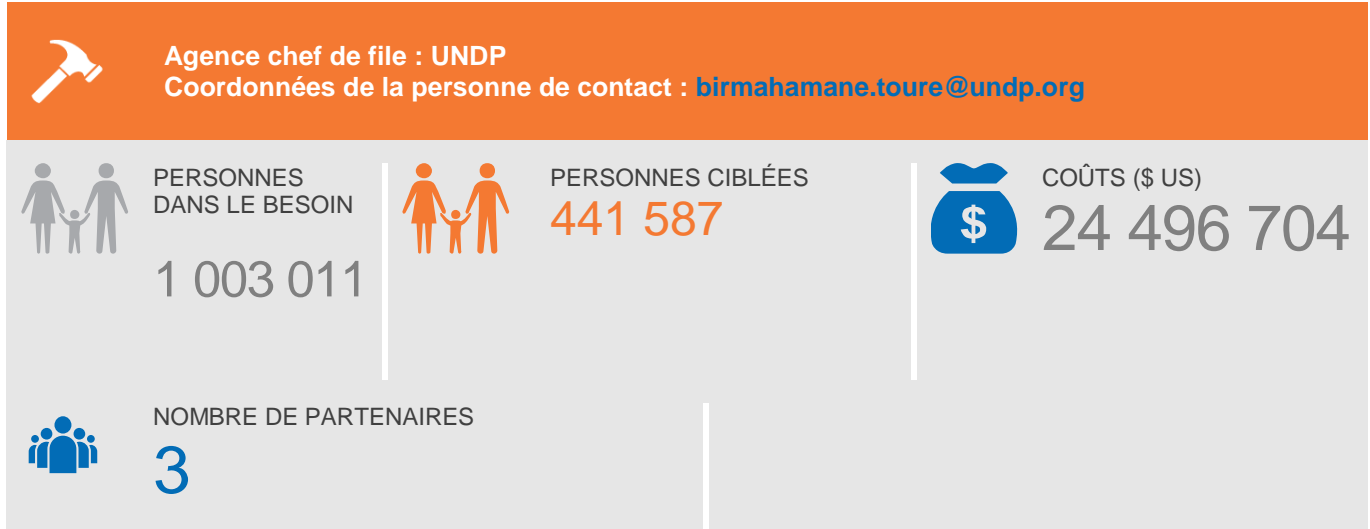
liés à l'accès aux biens
et aux ressources
naturelles (champs,
pâturages, points d'eau)

OBJECTIF STRATÉGIQUE N°3 : Fournir aux personnes en situation d'urgence une assistance coordonnée et intégrée, nécessaire à leur survie.

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Apporter une réponse holistique et appropriée aux personnes les plus vulnérables ou personnes ayant subi des violations ou abus (y compris VBG, ESNA, EFGA...)	Mali	Nombre d'enfant à besoins spécifiques de protection qui bénéficient d'une prise en charge appropriée	4 000
	Mali	Nombre de survivants de VBG qui accèdent aux services de prise en charge (désagrégé par sexe/âge et type de service)	4 000
Assistance holistique aux victimes de mines et restes explosifs de guerre	Mali	Pourcentage de victimes survivantes de REG identifiées qui ont été assistées (désagrégé par genre et âge)	80
Assurer l'intégration des principes de protection dans les autres secteurs de l'action humanitaire (protection mainstreaming)	Mali	Nombre de secteurs formés/sensibilisés sur l'intégration des principes de protection	7
Enquêtes non techniques et dépollution des zones contaminées	Mali	Nombre de tâches de dépollution effectuées	50
	Mali	Nombre de villages enquêtés	250
Faciliter l'accès des victimes de violations des droits de l'Homme à la justice	Mali	Pourcentage de victimes de violations identifiées et documentées en tant qu'ayant besoin d'une assistance légale qui ont été assistées pour l'accès à la	50

		justice	
Faciliter l'obtention de documents d'état civil ou d'identité	Mali	Pourcentage de personnes identifiées ayant obtenu un document d'état civil ou d'identité	75
Mettre en œuvre des actions de plaidoyer pour assurer le respect des droits des personnes affectées et la protection des plus vulnérables	Mali	Nombre d'action de plaidoyer effectuée	50
Mettre en place ou renforcer les mécanismes communautaires de référencement des personnes en besoin de protection (y compris VBG, ESNA, EFGA...)	Mali	Nombre de cercles ayant un système de référencement communautaire fonctionnel	15
Mettre en place un système d'échanges d'informations et de référencement systématique facilitant l'accès à la justice des victimes de violations de droits	Mali	Un système d'échange d'informations et de référencement systématique des victimes de violations de droits est en place et fonctionnel	1
Renforcer la coordination de la réponse	Mali	Nombre de mécanismes de coordination nationale et régionale existants et fonctionnels	6

RELEVEMENT ET RESILIENCE



Le secteur relèvement et résilience vise à soutenir les activités de relèvement économique et la stabilisation pour i) la création d'emplois d'urgence (HIMO) pour les jeunes, ii) la réactivation de petites entreprises et/ou coopératives, surtout des femmes, avec des subventions de lancement, iii) la diversification de revenus ; iv) l'appui à la microfinance afin de faciliter l'accès au crédit et, dans le long terme, réduire la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire. Les activités de relèvement économique i) and ii) ont un impact immédiat sur la population frappée par la crise car elles permettent aux ménages de recommencer les activités productrices en réduisant leur vulnérabilité. La composante d'épargne et dons sont des mesures de revitalisation économique qui contribuent à la résilience, toutefois elles ne sont pas suffisantes et doivent être liées aux activités iii), iv) et v) qui sont des activités visant la réduction de la vulnérabilité économique aux chocs liés à la volatilité de prix et de marchés car aussi elles vont promouvoir la création d'emplois, la diversification de revenus et l'intégration des communautés dans les marchés. Elles visent aussi spécifiquement la durabilité des actions de relèvement immédiat entreprises par le cluster Sécurité Alimentaire dans le but de bâtir le lien entre urgence, relèvement immédiat et développement

Les activités de relèvement économique visent la création d'emplois jeunes, de petites entreprises et/ou coopératives, la diversification de revenus, le développement de l'entrepreneuriat féminin, l'appui à la microfinance afin de faciliter l'accès au crédit et visent dans le long terme à réduire la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire. De plus, les résultats de la cartographie et de l'étude sur les opportunités d'emplois dans les régions du Nord obtenus en mars 2014 ont permis d'avoir une base plus solide pour le relèvement économique. Ainsi, les activités de relèvement économique 1 and 2 ont un impact immédiat sur la population frappée par la crise car elles permettent aux ménages de recommencer les activités productrices, en réduisant leur vulnérabilité. La composante d'épargne et de dons sont de mesures de revitalisation économique qui contribuent à la résilience, toutefois elles ne sont pas suffisantes et doivent être liées aux activités 3, 4 et 5 qui sont des activités visant la réduction de la vulnérabilité économique aux chocs liés à la volatilité de prix et des marchés car elles aussi vont promouvoir la création d'emplois, la diversification de revenus et l'intégration des communautés dans les marchés. Elles visent aussi spécifiquement la durabilité des actions de relèvement immédiat entreprises par le cluster Sécurité Alimentaire dans le but de bâtir le lien entre urgence, relèvement immédiat et développement.

De manière générale, le secteur contribue à l'objectif stratégique n.2 car les actions envisagées vont permettre une meilleure durabilité des actions de relèvement entreprises par les autres clusters, notamment par les partenaires des clusters Sécurité Alimentaire et Protection et l'accélération de l'appropriation de la part des autorités locales du processus de relèvement. Le secteur contribue également à l'objectif stratégique n.1 avec les études et évaluations sur le mapping de risques et les vulnérabilités liées aux inondations, les risques urbains (ville de Bamako) et le mapping sur les opportunités d'emplois dans les régions du Nord ainsi que avec le renforcement de capacités de l'administration locale en gestion de l'information. Le secteur contribue à l'objectif n.3 avec les activités de réinsertion économique et sociale pour les PDIs et réfugiés retournés dans leur zones d'origine, mais également les PDIs qui ont décidé de rester et de s'intégrer au tissu sociale des communautés hôtes. Dans ce cadre un groupe de travail sur les Solutions Durables a été mis en place sous le co-lead du PNUD UNDP, de l'OIM et de l'UNHCR et une stratégie pays a été développée.

Le secteur vise aussi à soutenir le retour du personnel de l'administration publique dans les zones frappées par le conflit par la réhabilitation des bâtiments publics, la fourniture d'équipements et la formation du personnel nécessaires au redémarrage de la fonction étatique qui est à la base du relèvement en accélérant l'appropriation nationale du processus de relèvement. En particulier, l'appui au retour de l'administration va permettre aux autorités une meilleure prise en charge des problématiques liées au retour de déplacés et des réfugiés. De plus, la mise en place des actions de renforcement des capacités en matière de prévention et gestion pacifiques de conflits, de cohésion sociale et de justice transitionnelle vont réduire la vulnérabilité liée aux conflits et renforcer la résilience communautaire. Les actions prévues en réduction de risques de catastrophes vont renforcer les capacités des autorités locales et centrales à comprendre et gérer mieux les risques liés aux inondations en réduisant la vulnérabilité aux catastrophes naturelles.

Le secteur vise finalement la réintégration socio-économique des migrants maliens victimes de la crise Centrafricaine. Ces migrants ayant fui les combats en Centrafrique sont arrivés dans leur pays d'origine dépourvus de tout moyen de subsistance et ont besoin de soutien pour démarrer une nouvelle vie où ils peuvent dépendre d'eux même au lieu de dépendre de familles hôtes déjà extenuées par plus de 2 années de crise au Nord du Mali

Tous les partenaires d'exécution des activités dans ce plan de réponse sont sollicités à développer des actions durables notamment en lien avec celles la stratégie Solutions Durables Mali, les suggestions du groupe de travail Solutions Durables et les actions contenues dans les plans de réponses du Cluster Protection, Sécurité Alimentaire et Education.

Indicateurs de performance du cluster		
Indicateurs communs pour le Sahel		Cible 2015
Indicateurs du pays		
1.	Indicateur Maillage territoriale: pourcentage de préfets et sous préfets présents et résidents dans leur district	100
2.	Création d'activités génératrices de revenus et emplois pour les groupes cibles vulnérables (Jeunes et femmes)	6 000
3.	Indicateur de Justice: fonctionnalité du Palais de Justice dans les trois régions de Gao, Timbouctou et Kidal	200
4.	Existence d'un système de justice transitionnelle/ mécanismes de résolution pacifique de conflits/système d'alerte précoce sur nombre de conflits	200

OBJECTIF STRATÉGIQUE N°1 : Recueillir les données sur les risques et les vulnérabilités, les analyser et intégrer les résultats dans la programmation humanitaire et de développement.

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Cartographie Risques / vulnérabilités et Systemes d'alerte precoce sur les Inondations	Bamako	Nombre de SAPs Cartographie	5
Etude + cartographie de risques urbains à Bamako.	Bamako	Nombre d'études et cartographies finalisés	1
Etudes sur les opportunités	Mali	Nombre d'études/enquêtes	1

d'emplois/relance économique dans les régions du Nord y inclus les enquêtes dans les camps de réfugiés sur la réinsertion économique dans les zones retour

Formation des staffs de l'administration publique (Préfets sous préfets) selon les besoins prioritaires (exemple : utilisation informatique, gestion et partage de l'information avec l'administration centrale et les populations et les partenaires, etc.)	Mali	Nombre de staff de l'administration publique formée	420
--	------	---	-----

OBJECTIF STRATÉGIQUE N°2 : Soutenir les populations vulnérables à mieux faire face aux chocs en répondant aux signaux d'alerte de manière anticipée, réduisant la durée du relèvement post-crise et renforçant les capacités des acteurs nationaux.

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Activités pour la réintégration sociale des retournés avec les communautés à travers des actions de cohésion sociale (sport, compétitions, activités culturelles, foires, réhabilitation d'espaces communautaires, i.e. infrastructures sportives, de football, de volleyball ...)	Gao, Kidal, Mali, Mopti, Tombouctou	Nombre d'activités de cohésion sociale conduites	400
Appui aux institutions de microfinance pour l'amélioration et mise à l'échelle de la micro finance et des services de développement des affaires	Mali	Nombre d'IMF soutenu	40
Formation des facilitateurs des radios communautaires et des réseaux des communicateurs traditionnels	Mali	Nombre des facilitateurs de radios formés	35
Formation des	Bamako, Gao, Kidal, Mali,	Nombre des jeunes médiateurs	2 000

médiateurs communautaires	Mopti, Tombouctou	communautaires formés	
Fournir un soutien matériel et financier aux activités économiques pour le relèvement précoce (AGR, crédit, équipement, kits petits de démarrage d'entreprise, le développement de l'entrepreneuriat féminin, la formation)	Mali	Nombre de ménages recevant une aide matérielle et financière	20 000
L'emploi d'urgence (HILO haute intensité forces de travail) pour les jeunes dans la réhabilitation de l'infrastructure publique et productive au niveau communautaire	Mali	Nombre de jeunes employés	6 000
Mise en place de mécanismes épargne/crédits collectifs afin d'augmenter l'échelle des activités économique communautaires	Mali	Nombre des ménages bénéficiant de mécanismes d'épargne/crédits collectifs mis en place	20 000
Mise en place d'équipes techniques sur la justice transitionnelle, information et listings des dommages causés aux victimes de la crise de 2012 pour traitement et transmission à la commission justice, vérité, dialogue et réconciliation	Gao, Kidal, Mali, Mopti, Tombouctou	Nombre d'équipes mises en place	38
Mise en place d'équipes techniques sur la justice transitionnelle, informations et listings des dommages et souffrances causés aux victimes de la crise 2012 pour traitement et transmission à la commission Justice vérité et réconciliation	Gao, Kidal, Mali, Mopti, Tombouctou	Nombre de cas référés à la commission	600
Rééquipement des	Gao, Kidal, Mopti,	nombre de bâtiments publics dotés	50

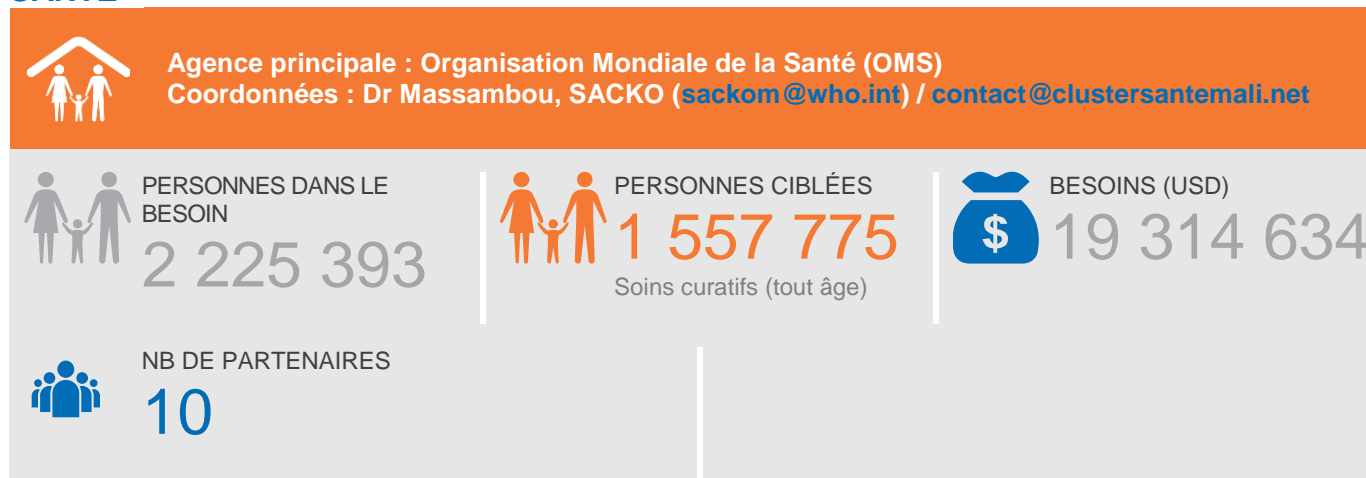
bâtiments publics (bureaux, chaises, tables, ordinateurs, équipements solaires générateur, logistiques ...)	Tombouctou	d'équipements de bases	
Réhabilitation des infrastructures publiques (bureaux, offices) afin de faciliter le retour de l'administration publique	Gao, Kidal, Mopti, Tombouctou	Nombre d'infrastructures réhabilitées	50
Réhabilitation et accompagnement de structures de formation professionnelles (réhabilitation de bâtiments, équipement, formation de formateur en métiers)	Gao, Kidal, Tombouctou	Nombre de centres fonctionnels	3
Réintégration précoce avec les marchés et les chaînes de valeur pour les communautés touchées par des crises qui sont vulnérables aux chocs sur les marchés par la promotion de groupements de producteurs, les coopératives, lien avec les acteurs du secteur privé, etc.	Gao, Kidal, Mali, Mopti, Tombouctou	Nombre de coopératives mis en place avec l'enregistrement des mécanismes	110
	Mali	Nombre de coopératives formées pour être résistantes aux chocs du marché	80
Renforcement des capacités des leaders traditionnels et autorités locales dans la prévention et la médiation des crises et conflits	Mali	Nombre des leaders traditionnels et autorités locales formés	250

OBJECTIF STRATÉGIQUE N°3 : Fournir aux personnes en situation d'urgence une assistance coordonnée et intégrée, nécessaire à leur survie.

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Activités de réintégration sociale des retournés avec les communautés restées sur place à travers de projets rassembleurs (compétitions sportives, activités culturelles, foires, soutien à des travaux d'intérêts communautaires, ex. « restauration d'espace de sport »).	Mali	Nombre de bénéficiaires d'activités de cohésion sociale	30 000
Appui financier (subvention) et en nature (kits de démarrage) pour la reprise immédiate des activités économiques pour les micros et petites entreprises, y compris la formation professionnelle à court terme lorsque cela est possible	Gao, Kidal, Mali, Mopti, Tombouctou	Nombre de ménages recevant un appui financier et/ou en nature	2 800
Elaborer des épargnes collectives afin d'augmenter les niveaux des activités économiques communautaires	Bamako, Gao, Kidal, Mali, Mopti, Tombouctou	Nombre de prêts collectifs mis en œuvre	360
Intégration et réintégration économique des retournés dans les zones de retour des communautés hôtes ou dans des zones de recasement	Gao, Kidal, Mali, Mopti, Tombouctou	Nombre de retournés bénéficiant d'une assistance économique	30 000
Promotion de l'artisanat (technique et un soutien financier aux artisans locaux)	Mali	Nombre d'artisans soutenus	2 000
Réinsertion et insertion socio-économique des PDIs et rapatriés dans	Mali	Nombre de retournés ayant reçu un soutien de réinsertion économique	30 000

les zones de retour et celles d'accueil au sein de communautés hôtes ainsi que d'autres zones de réinstallation.

SANTÉ



A l'instar des autres pays du Sahel, le Mali reste marqué par une situation sanitaire globalement fragile avec des risques élevés d'épidémie de choléra, de rougeoles, de paludisme, notamment dans les régions nord du pays. Le pays a été récemment exposé à l'épidémie de la maladie à virus Ebola, non encore déclarée terminée.

Le Mali est souvent affecté par des catastrophes naturelles récurrentes comme (inondations, sécheresses et invasions périodiques de criquets pèlerins). Ce tableau déjà sombre a été complexifié par les conséquences de la crise multi dimensionnelle de 2012, qui a entraîné des déplacements massifs de populations vers le sud et vers les pays frontaliers. Ces événements ont fragilisé les conditions sanitaires de la population.

Les interventions envisagées par le Cluster Santé pour 2015, en réponse à la crise, permettront de renforcer les capacités de la surveillance épidémiologique, la résilience des populations à résister aux crises les plus récurrentes afin de réduire la mortalité et la morbidité à travers une réponse rapide et adaptée à différentes situations de crise. A ceux-ci j'ajoute la préparation de la riposte à l'épidémie de la maladie à Virus Ebola qui a déjà fait 8 cas dont 7 cas confirmés et 6 décès.

Le cluster renforcera la coordination en favorisant la collaboration intersectorielle avec les clusters nutrition et EHA/WASH et éducation en prenant en compte les préoccupations transversales telles que les questions de protection et du genre dans l'exécution des projets.

Par rapport à l'épidémie de la maladie à Virus Ebola et le retour des déplacés les clusters éducation, abris et Protection seront sollicités.

Le Cluster s'appuiera sur les structures techniques et les mécanismes communautaires pour atteindre les populations bénéficiaires auxquelles il est redevable.

Indicateurs de performance du cluster

Indicateurs communs pour le Sahel		Cible 2015
1.	Nombre d'enfants de moins de cinq ans vaccinés contre la rougeole dans les districts soutenus par les membres du cluster	440 629
2.	Nombre de consultations ambulatoires dans les districts soutenus par les membres du cluster	689 872
3.	Nombre de rapports épidémiologique mensuels complétés et reçus au niveau central	12
4.	Nombre de naissances assistées par un personnel qualifié dans les districts soutenus par les membres du cluster	19 016
Indicateurs du pays		

1.	Taux de fréquentation CSCOM/CSref /consultations curatives	35
2.	Nombre de structures de santé fonctionnelles	1 383
3.	Nombre de rupture de stocks de médicaments traceurs	7
4.	Nombre de personnel de santé retourné	903

OBJECTIF STRATÉGIQUE N°1 : Recueillir les données sur les risques et les vulnérabilités, les analyser et intégrer les résultats dans la programmation humanitaire et de développement.

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Assurer la mise à jour de l'évaluation sur la fonctionnalité des structures de santé dans le cadre du retour des PDIs	Mali	# Centres de Santé évalués	187
	Mali	# district ayant données à jour	13
Cartographie et analyse des risques dans le secteur de la santé	Mali	# cartographies réalisées	63
	Mali	Nombre de réunions portant sur la cartographie et l'analyse de risques dans le secteur santé prenant en compte l'âge, le genre et les handicaps	12
Conduire des analyses multi sectorielle conjointes des vulnérabilités et risques tenant en compte l'âge le genre et l'handicap	Mali	# rapports d'analyses multisectorielle produits	3
	Mali	# réunions multisectorielles	12
Elaborer et mettre en œuvre le plan de contingence pour la lutte contre les épidémies et catastrophes, incluant des capacités de réponse rapide WASH/Santé (RH, intrants, renforcement saisonnier)	Mali	# Plan de contingence multisectoriel mis à jour régulièrement	2
Identifier et cartographier des zones, populations, pratiques et périodes à haut risque pour le choléra, la rougeole de paludisme, et de Maladie à Virus Ebola	Mali	# cercles ou une analyse conjointe Wash/Santé permet d'identifier les zones et les populations les plus à risque pour le choléra, la rougeole, de paludisme, et de Maladie à Virus Ebola	49

Mener des analyses conjointes sur les risques et vulnérabilités liés aux épidémies de rougeole, de paludisme, de choléra et de Maladie à Virus Ebola	Mali	# rapports conjoints d'analyse élaborés au niveau National et diffusés	1
	Mali	#d'enquêtes conjointes tenues au niveau National	1

OBJECTIF STRATÉGIQUE N°2 : Soutenir les populations vulnérables à mieux faire face aux chocs en répondant aux signaux d'alerte de manière anticipée, réduisant la durée du relèvement post-crise et renforçant les capacités des acteurs nationaux.

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Mise en place National / Régionale de la gratuité des soins	Mali	# Districts sanitaires bénéficiant de la gratuité des soins	13
Rendre fonctionnels les sites de conseil dépistage volontaire et les sites PTME du VIH/SIDA.	Mali	# sites PTME fonctionnels	8
Renforcer la prise en charge dans le domaine psychosocial	Mali	# personnes à problèmes psychosociaux pris en charge	100
Vacciner les enfants PEV de routine y compris Hib et rougeole	Mali	% enfants complètement vaccinés (Hib et rougeole inclus)	90

OBJECTIF STRATÉGIQUE N°3 : Fournir aux personnes en situation d'urgence une assistance coordonnée et intégrée, nécessaire à leur survie.

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Accès à l'accouchement propre	Mali	# de structures sanitaires ou des accouchements propres sont réalisés (CSCoM et CSREf)	204
Assurer la prise en charge des Maladies chroniques non transmissibles (Diabète, HTA, pathologies cardiovasculaire)	Mali	#consultations	150 000
Assurer un accès gratuit aux soins de santé primaires	Mali	# structures de santé approvisionnées en médicaments, Kits et intrants	100
Poursuivre les missions humanitaires	Mali	# de districts recevant des missions humanitaires.	13

SECURITE ALIMENTAIRE



La stratégie du cluster sécurité alimentaire est élaborée dans le cadre du Plan National de Réponse et particulièrement pour les activités d'assistance alimentaire. La stratégie du cluster suivra trois axes prioritaires en 2015:

- Dans la continuité de l'année 2014, la stratégie du cluster continuera à soutenir la préparation aux urgences en renforçant l'analyse des risques et de la sécurité alimentaire, en coordination avec les autres secteurs afin de mieux comprendre et analyser les causes sous-jacentes de la vulnérabilité. La participation active au processus du Cadre Harmonisé et l'appui au Système d'Alerte Précoce national constitueront ainsi une priorité pour le cluster. Le mécanisme de coordination inter-cluster y jouera également un rôle-clé.

- Le cluster sécurité alimentaire suivra une « twin track » approche en mettant l'accent sur des interventions qui répondent à la fois aux besoins immédiats mais également permettant la protection et le recouvrement des moyens d'existence. La dernière évaluation des besoins et le Cadre Harmonisé ont en effet montré que les moyens d'existence des populations du Nord du Mali restent très fragiles avec un risque de dégradation de leur sécurité alimentaire d'ici la prochaine période de soudure entre juin et août 2015. Ces populations à risque, en particulier les populations en phase 3 et au-delà nécessiteront en 2015 un appui à travers une réponse d'urgence en assistance alimentaire mais également un appui à leurs moyens d'existence – agriculture, élevage et pêche, activités économiques, construction et à réhabilitation des capitaux, en parallèle d'un volet de renforcement de capacités et d'appui à la société civile. Les populations en phase 2 bénéficieront d'un appui à leurs moyens d'existence afin de renforcer leur sécurité alimentaire et éviter toute dégradation.

- Considérant les vulnérabilités en partie structurelles et aggravées par différents facteurs – conflit, hausse des prix, sécheresse, malnutrition etc. – la stratégie en sécurité alimentaire soutiendra la recherche de solutions de long terme en parallèle des réponses humanitaires, selon une approche de résilience qui fera le lien entre l'urgence, le relèvement précoce et le développement. Cette approche s'effectuera en plaçant les communautés au centre des actions et en coordination avec le gouvernement et les partenaires de développement. Cette approche de résilience suivra les principes de réponse humanitaire et de plus long terme, fondée sur la bonne gouvernance, la prise en compte du genre, la réduction du risque aux catastrophes, l'adaptation aux changements climatiques, la réduction de la pauvreté et la protection sociale. Dans ce cadre, le cluster sécurité alimentaire soutiendra les partenaires pour la mise en œuvre de projets pluriannuels permettant de réduire les vulnérabilités durablement. Le cluster soutiendra également activement le processus AGIR (Alliance Globale pour la Résilience) au Mali.

⁴ Chiffre basé sur l'estimation des besoins dans le HNO

⁵ Nombre de personnes transferts conditionnels+inconditionnels+ Nbre de personnes pêche+Nombre de personnes AGR (attention, les projets du PAM résilience ciblent les mêmes personnes avec différents transferts, ils ne sont comptés qu'une fois pour la cible globale du cluster)

La stratégie proposée ciblera les personnes vulnérables en insécurité alimentaire modérée et sévère en incluant les personnes affectées par le conflit, les personnes déplacées et retournées. Sur la base de l'évaluation des besoins et des résultats du Cadre Harmonisé de novembre 2014 qui seront revus en Mars 2015, les régions prioritaires seront celles du Nord (Gao, Tombouctou, Kidal et le Nord de Mopti) pour les réponses d'urgence et de relèvement où les besoins sont les plus critiques et immédiats.

Au niveau national, le cluster sécurité alimentaire devrait couvrir près de la moitié des besoins évalués pour 2015 en considérant le nombre de personnes ciblées par rapport au nombre de personnes en insécurité alimentaire. En termes d'assistance alimentaire, le cluster sécurité alimentaire devrait couvrir 84% des besoins au niveau national (710 000 personnes sur 841 000 personnes). Le reste des besoins devrait être couvert à travers la coordination avec le CSA dans le cadre du Plan National de Réponse. En effet, le cluster participera à la cellule de coordination du Plan National de Réponse du Gouvernement mise en place par le Commissariat à la Sécurité Alimentaire qui réunit les principaux acteurs de la sécurité alimentaire en assistance alimentaire et moyens d'existence. Dans les zones prioritaires, la couverture des besoins en moyens d'existence et résilience est de 82% et devrait être complétée grâce aux interventions d'autres acteurs intervenant dans le Nord (ONG, CICR). En revanche, la couverture des besoins en moyens d'existence reste faible à l'échelle du pays (seulement 27% des besoins couverts). Considérant l'ampleur des besoins mais également leur nature – en grande partie structurelle – la réponse du cluster sécurité alimentaire devrait être complétée grâce à une coordination avec le Gouvernement, notamment à travers le Ministère du Développement Rural, ainsi qu'avec les acteurs de développement et Partenaires Techniques et Financiers (PTF).

Enfin, le cluster sécurité alimentaire continuera à renforcer son approche intersectorielle à travers une coordination avec le cluster nutrition permettant l'analyse conjointe des vulnérabilités et des risques, ainsi qu'au niveau de la programmation afin d'améliorer l'efficacité des actions humanitaires pour réduire les vulnérabilités et lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Le cluster sécurité alimentaire intégrera également les questions de protection dans les activités de sécurité alimentaire, notamment au niveau de l'analyse des risques et des causes de l'insécurité alimentaire liées aux questions de protection, de la programmation et du suivi-évaluation.

Indicateurs de performance du cluster		
Indicateurs communs pour le Sahel		Cible 2015
1.	Nombre de ménage ciblée qui a reçu le soutien agricole	38 333
2.	Nombre de ménage ciblé ayant reçu un soutien pour leur bétail	13 333
3.	Nombre de personnes ciblées ayant reçu des transferts conditionnels (espèces, chèques base)	250 000
4.	Nombre de personnes ciblées ayant reçu des transferts conditionnels (base alimentaire)	190 000
5.	Nombre de personnes ciblées ayant reçu des transferts inconditionnels (espèces, chèques base)	575 000
6.	Nombre de personnes ciblées ayant reçu des transferts inconditionnels (base alimentaire)	454 000
Indicateurs du pays		
1.	Nombre de projets menés avec une dimension multi sectorielle	5
2.	Niveau général de performance du cluster	80
3.	Nombre de personnes intégrées dans des projets pluriannuels à vocation de construction de la résilience	55 000
4.	Nombre de personnes en insécurité alimentaire sévère estimées par le Cadre Harmonisé pour la période de soudure (projection juin-août)	840 000

OBJECTIF STRATÉGIQUE N°1 : Recueillir les données sur les risques et les vulnérabilités, les analyser et intégrer les résultats dans la programmation humanitaire et de développement.

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Gestion des connaissances et capitalisation de bonnes pratiques	Mali	Nombre d'ateliers conjoints nutrition et sécurité alimentaire tenus	1
	Mali	Nombre de rapports de capitalisation de bonnes pratiques, de gestion des connaissances et de standards techniques	4
Renforcement de l'analyse de la situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle	Mali	Nombre d'ateliers du Cadre Harmonisé accompagnés	2
	Mali	Nombre d'enquêtes et évaluations de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire réalisées et diffusées	2
	Mali	Nombre d'actions de plaidoyer menées par le cluster et les membres	2
Renforcement de la coordination du secteur sécurité alimentaire au niveau national et régional	Mali	Niveau de performance du cluster SA	80
	Mali	Nombre de missions d'appui aux clusters régionaux	2
	Mali	Nombre de réunions du cluster au niveau national	12
	Mali	Nombre de réunions du cluster au niveau régional	12
Renforcement de la coordination en faveur de la multisectorialité	Mali	Nombre de réunions de coordination intersectorielles	12
	Mali	Nombre de réunions/rencontres techniques intersectorielles	4

OBJECTIF STRATÉGIQUE N°2 : Soutenir les populations vulnérables à mieux faire face aux chocs en répondant aux signaux d'alerte de manière anticipée, réduisant la durée du relèvement post-crise et renforçant les capacités des acteurs nationaux.

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Appui aux moyens d'existence fondé sur les Activités Génératrices de Revenu et l'accès au micro-crédit	Mali	Nombre de personnes bénéficiaires d'un appui dans le domaine des AGR sur base d'une dotation	15 000
	Mali	Nombre de personnes bénéficiaires d'un appui dans le domaine des AGR sur base de micro-crédits	15 000
Appui aux moyens d'existence fondés sur l'agriculture pour la contre-saison, maraîchage et cultures de décrue	Mali	Nombre de personnes bénéficiaires des intrants agricoles	30 000
Appui aux moyens d'existence fondés sur l'agriculture pour la saison principale	Mali	Nombre de personnes bénéficiaires des intrants agricoles	200 000
Appui aux moyens d'existence fondés sur l'élevage et à la pêche (restockage/déstockage, aliments bétail, traitements zootechniques, intrants de pêche...)	Mali	Nombre de personnes bénéficiaires d'un appui dans le domaine de l'élevage	80 000
	Mali	Nombre de personnes bénéficiaires d'un appui dans le domaine de la pêche	90 000
Appui institutionnel aux services techniques/ Directions Régionales (formation, dotation de kits,...)	Mali	Nombre d'Accords de Partenariat signés aux niveaux régionaux et locaux	23
	Mali	Nombre d'agents techniques de services étatiques appuyés	150
Promotion des actions collectives de banques de céréales/banques de semences/warrantage/aliments bétail et achat des céréales anticipé	Mali	Nombre de micro-projets dans le domaine de l'action collective de stockage	100
	Mali	Nombre de personnes participant aux banques de céréales/ semences/warrantage/ aliments bétail	55 000
Renforcement de capacités techniques et organisationnelles des bénéficiaires et des communautés	Mali	Nombre d'Organisations de la Société Civile appuyées	120
	Mali	Nombre de personnes formées sur des aspects techniques et organisationnels	80 000
	Mali	Nombre de personnes formées sur la préparation aux chocs	7 000
Transferts monétaires	Mali	Nombre de micro-projets de	360

conditionnels à vocation de recouvrement des moyens d'existence et de reconstruction des infrastructures productives et communautaires	Mali	réhabilitation/reconstruction d'infrastructures productives et communautaires Nombre de personnes ciblées ayant reçu des transferts conditionnels (base alimentaire)	190 000
	Mali	Nombre de personnes ciblées ayant reçu des transferts conditionnels (espèces, coupons)	250 000
Transferts monétaires inconditionnels à vocation de protection et de recouvrement des moyens d'existence (filets sociaux)	Mali	Nombre de personnes ciblées ayant reçu des transferts inconditionnels (base alimentaire)	4 000
	Mali	Nombre de personnes ciblées ayant reçu des transferts inconditionnels (espèces, coupons)	129 000

OBJECTIF STRATÉGIQUE N°3 : Fournir aux personnes en situation d'urgence une assistance coordonnée et intégrée, nécessaire à leur survie.

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Appui à l'agriculture d'urgence en saison principale	Mali	Nombre de personnes bénéficiaires d'une assistance d'urgence dans le domaine de l'agriculture pour la saison principale	200 000
Appui à l'élevage d'urgence (sécheresse, épizooties, déstockage)	Mali	Nombre de personnes bénéficiaires d'une assistance d'urgence dans le domaine de l'élevage	80 000
	Mali	Nombre de têtes de bétails touchées par les interventions d'urgence	50 000
Assistance alimentaire gratuite directe (général food distribution) en nature et par transfert monétaire	Mali	Montant total de cash transféré	9 000 000
	Mali	Nombre de personnes bénéficiaires recevant l'assistance alimentaire en nature	450 000
	Mali	Nombre de personnes recevant l'assistance alimentaire sous forme monétaire	260 000
	Mali	Quantités de vivres distribuées	40 500